

**CONVENTION DE REÇUS DE SOUSCRIPTION**

**ENTRE**

**GROUPE CGI INC.**

**ET**

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

**ET**

**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**

**Le 31 MAI 2012**

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. <u>INTERPRÉTATION</u> .....	2
1.1 Définitions .....	2
1.2 Interprétation .....	6
1.3 Délais.....	6
1.4 Monnaie .....	7
1.5 Législation applicable.....	7
1.6 Conflits.....	7
1.7 Préambule et annexes .....	7
2. <u>LES REÇUS DE SOUSCRIPTION</u> .....	7
2.1 Création et émission des Reçus de souscription.....	7
2.2 Reconnaissance de paiement .....	7
2.3 Registre des Reçus de souscription.....	8
2.4 Forme et condition des Reçus de souscription.....	8
2.5 Un Porteur de Reçus de souscription n'est pas un Actionnaire .....	9
2.6 Reçus de souscription de rang égal .....	9
2.7 Signature des Certificats de Reçus de souscription.....	9
2.8 Attestation par l'Agent des Reçus de souscription .....	9
2.9 Émission en remplacement de Certificats de Reçus de souscription perdus, etc.....	10
2.10 Échange des Certificats de Reçus de souscription.....	11
2.11 Frais de l'échange .....	11
2.12 Transfert et inscription des Reçus de souscription.....	11
2.13 Restriction – Période de détention de 4 mois .....	12
2.14 Restrictions sur les titres.....	13
2.15 Transferts.....	13
2.16 Aucune obligation de vérification de la part de l'Agent des Reçus de souscription.....	13
2.17 Demande d'inscription supplémentaire des Actions.....	14
3. <u>INVESTISSEMENT DU PRODUIT ET PAIEMENT DE L'INTÉRÊT</u> .....	14
3.1 Fonds de souscription entiers à être placés en main tierce.....	14
3.2 Investissement des Fonds de souscription entiers.....	15
3.3 Séparation des Fonds de souscription entiers et de l'Intérêt gagné .....	16
4. <u>LIBÉRATION DE PROPRIÉTÉ</u> .....	17
4.1 Remise de l'Avis de libération de l'entiercement .....	17
4.2 Conditions de libération des Fonds de souscription entiers .....	17
4.3 Échange automatique et libération des fonds .....	18
4.4 Offre .....	19
5. <u>RÉSILIATION</u> .....	19
5.1 Résiliation si la Condition de libération de l'entiercement n'est pas remplie .....	19
5.2 Résiliation de la présente Convention.....	20
6. <u>ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ</u> .....	20
6.1 Aucune réorganisation/distribution.....	20

6.2	Engagements d'ordre général .....	21
6.3	Questions relevant de la Législation en valeurs mobilières.....	21
7.	<u>EXÉCUTION</u> .....	21
7.1	Poursuites par les Porteurs de Reçus de souscription .....	21
7.2	Renonciation à l'égard d'un défaut .....	22
8.	<u>ASSEMBLÉES DES PORTEURS DE REÇUS DE SOUSCRIPTION</u> .....	22
8.1	Droit de convoquer des assemblées .....	22
8.2	Avis .....	22
8.3	Président de l'assemblée .....	23
8.4	Quorum .....	23
8.5	Pouvoir d'ajourner .....	23
8.6	Vote à mains levées.....	23
8.7	Scrutin et exercice du droit de vote .....	24
8.8	Règlements .....	24
8.9	La Société et l'Agent des Reçus de souscription peuvent être représentés.....	25
8.10	Pouvoirs pouvant être exercés par voie de Résolution extraordinaire.....	25
8.11	Signification de « Résolution extraordinaire » .....	26
8.12	Pouvoirs cumulatifs .....	27
8.13	Procès-verbaux .....	28
8.14	Documents écrits .....	28
8.15	Effet obligatoire des résolutions.....	28
8.16	Avoirs de la Société non pris en compte .....	28
8.17	Engagement de la Caisse.....	29
9.	<u>L'AGENT DES REÇUS DE SOUSCRIPTION</u> .....	29
9.1	Nomination de l'Agent des Reçus de souscription .....	29
9.2	Révocation de la nomination ou démission .....	29
9.3	Rémunération de l'Agent des Reçus de souscription .....	30
9.4	Fonctions de l'Agent des Reçus de souscription .....	30
9.5	Indemnisation de l'Agent des Reçus de souscription et autres dispositions relatives à l'Agent des Reçus de souscription .....	31
9.6	Preuve, experts et conseillers.....	33
9.7	Protection des intérêts par l'Agent des Reçus de souscription.....	34
9.8	Aucune obligation de l'Agent des Reçus de souscription de fournir une garantie .....	34
9.9	Conflit d'intérêts.....	34
9.10	Administration du bien d'autrui.....	35
9.11	Utilisation de comptes .....	35
9.12	Renseignements personnels.....	35
9.13	Force Majeure .....	36
10.	<u>AVIS</u> .....	36
10.1	Avis .....	36
10.2	Changement d'adresse et improbabilité de livraison .....	38
10.3	Avis aux Porteurs de Reçus de souscription .....	38

11.	<u>RENONCIATION</u> .....	39
12.	<u>GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES</u> .....	39
13.	<u>CESSION</u> .....	39
14.	<u>EXEMPLAIRES</u> .....	39
15.	<u>DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ET DES REÇUS DE SOUSCRIPTION AU SEUL AVANTAGE DES PARTIES ET DES PORTEURS DE REÇUS DE SOUSCRIPTION</u> .....	39
16.	<u>SIGNATURE ÉLECTRONIQUE</u> .....	39
	ANNEXE A – AVIS DE LIBÉRATION DE L’ENTIERCEMENT.....	41
	ANNEXE B – MODÈLE DU CERTIFICAT DE REÇUS DE SOUSCRIPTION.....	42
	ANNEXE C – FORMULAIRE DE DIRECTIVES .....	45
	ANNEXE D – BANQUES APPROUVÉES.....	47

## CONVENTION DE REÇUS DE SOUSCRIPTION

La présente Convention intervient en date du 31 mai 2012.

**ENTRE :** **GROUPE CGI INC.**, une personne morale régie par la la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) (la « **Société** »);

**ET :** **CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**, une personne morale légalement constituée en vertu des lois de la province de Québec (la « **Caisse** »);

**ET :** **SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**, une société de fiducie constituée sous le régime de la législation du Canada et autorisée à exercer son activité dans toutes les provinces du Canada (l'« **Agent des Reçus de souscription** »);

**ATTENDU QUE** la Société a annoncé par communiqué de presse émis concurremment à la signature de la présente Convention, l'acquisition de la totalité des actions en circulation du capital-actions de Lone Star par voie de *scheme of arrangement* en vertu de la *Companies Act 2006* (Royaume-Uni), telle que modifiée;

**ATTENDU QUE** la Caisse a souscrit 46 707 146 Reçus de souscription pour une contrepartie totale de 999 999 995.86\$ aux termes de la Convention de souscription de la Caisse (tel que défini ci-après);

**ATTENDU QU'**à la Clôture de la Transaction sous-jacente (tel que défini ci-après), chaque Reçu de souscription conférera à son porteur le droit de recevoir, sans autre contrepartie et sous réserve de l'exécution de la Condition de libération de l'entiercement (tel que défini ci-après) avant l'Heure d'expiration (tel que défini ci-après), une action subalterne classe A comportant droit de vote du capital-actions de la Société (les « **Actions** »);

**ATTENDU QUE** l'Agent des Reçus de souscription a convenu d'agir en qualité d'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour les Reçus de souscription, d'agent d'entiercement et de dépositaire à l'égard de l'ensemble des fonds qui doivent être détenus en main tierce conformément aux présentes et en qualité de mandataire pour le compte du Porteur de Reçus de souscription et de la Société, aux conditions énoncées aux présentes; et

**ATTENDU QUE** toutes les mesures nécessaires ont été prises et tous les actes nécessaires ont été exécutés pour que les Reçus de souscription, une fois créés et émis conformément à la présente Convention, soient reconnus en droit, valides et opposables à la Société avec les avantages et sous réserve des conditions de la présente Convention.

**PAR CONSÉQUENT**, en contrepartie des engagements et accords aux présentes, les parties conviennent de ce qui suit :

## 1. INTERPRÉTATION

### 1.1 Définitions

Aux fins des présentes, à moins de mention à l'effet contraire ou d'incompatibilité avec le contexte, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-après :

« **Actionnaire** » : signifie un porteur inscrit d'une ou de plusieurs Actions;

« **Actions** » : a la signification qui lui est attribuée au préambule de la Convention;

« **Administrateur** » : signifie un administrateur de la Société au moment pertinent et, sauf indication contraire aux présentes, une mesure « par les administrateurs » signifie une mesure prise par les administrateurs de la Société en tant que conseil ou, s'il y est habilité, une mesure prise par un comité du conseil;

« **Agent des Reçus de souscription** » : a la signification qui lui est attribuée au préambule de la Convention;

« **Announcement** » : signifie le communiqué de presse émis à l'égard de la Transaction sous-jacente, dont copie est jointe à la Convention de souscription de la Caisse;

« **Avis de libération de l'entiercement** » : signifie l'avis selon le modèle joint en Annexe A aux présentes;

« **Banque approuvée** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 3.2.1;

« **Bureau désigné** » : signifie le bureau principal de l'Agent des Reçus de souscription au moment pertinent à Montréal (Québec);

« **Caisse** » : a la signification qui lui est attribuée au préambule de la Convention;

« **Certificat de Reçus de souscription** » : signifie un certificat attestant des Reçus de souscription en substance selon le modèle joint en Annexe B aux présentes;

« **Clôture de la Transaction sous-jacente** » : signifie la clôture de la Transaction sous-jacente substantiellement selon les termes et conditions décrits à l'*Announcement*;

« **Code** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 4.2.1;

« **Conditions de Clôture de la Transaction sous-jacente** » : les conditions de clôture de la Transaction sous-jacente, lesquelles conditions sont décrites à l'Appendix I de l'*Announcement*;

« **Condition de libération de l'entiercement** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 4.1;

« **Conseillers juridiques** » : signifie un procureur ou un avocat ou un cabinet d'avocats dont la Société ou les Porteurs de Reçus de souscription ont retenu les services;

« **Convention** » : signifie la présente convention de Reçus de souscription ainsi que toutes les annexes et tous les autres documents qui y sont livrés suivant l'exigence de la présente convention de Reçus de souscription; la convention de Reçus de souscription est également parfois désignée par les expressions « les présentes », « cette Convention », « la présente Convention », « aux présentes », ou des expressions semblables;

« **Conventions de Financement** » : signifie la convention de prêt datée du 31 mai 2012 entre la Société, la Banque Nationale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, Valeurs Mobilières TD et Financière Banque Nationale, la lettre de frais et la lettre de syndication, toutes deux datées du 31 mai 2012 et adressées à la Société par la Banque Nationale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce et Valeurs Mobilières TD, dont copies sont jointes en annexe de la Convention de souscription de la Caisse;

« **Convention de souscription de la Caisse** » : signifie la convention de souscription intervenue entre la Société et la Caisse concurremment à la signature de la présente Convention;

« **Cour** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 4.2.1;

« **Date de clôture** » : signifie la clôture de l'émission des Reçus de souscription en faveur de la Caisse, qui a lieu concurremment à la signature de la présente Convention;

« **Date d'effet** » : signifie la date à laquelle la Condition de libération de l'entiercement est remplie;

« **Date de remboursement** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 5.1.1b);

« **Date de terminaison** » : signifie la date à laquelle survient un Événement de terminaison;

« **Demande des Porteurs de Reçus de souscription** » : signifie un acte signé en un ou plusieurs exemplaires par des Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 25 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation, enjoignant à l'Agent des Reçus de souscription de prendre la mesure ou la procédure qui y est précisée;

« **Documents d'acquisition** » : signifie (i) l'*Announcement* et (ii) le *Cooperation Agreement* daté du 31 mai 2012 intervenu entre la Société et Lone Star, dont copies sont jointes en annexe de la Convention de souscription de la Caisse;

« **Droit d'échange** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 2.4.1;

« **Droit de remboursement** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 2.4.1;

« **Événement de terminaison** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 5.1.1;

« **Financement bancaire** » : signifie les nouvelles facilités de crédit d'un montant global de 2,3 milliards de dollars qui seront mises à la disposition de la Société ou de l'une de ses filiales relativement à la Transaction sous-jacente selon les paramètres décrits aux Conventions de Financement;

« **Financement du Prix d'acquisition** » : signifie le financement par la Société du Prix d'acquisition constitué (i) jusqu'à concurrence de un (1) milliard de dollars, de reçus de souscription convertibles en Actions, (ii) jusqu'à concurrence de 900 millions de dollars, de la marge de crédit existante (telle que renouvelée) de la Société, (iii) du Financement bancaire et (iv) pour le solde, des liquidités de la Société;

« **Fonds de souscription entiercés** » : signifie le produit brut total tiré de la vente des Reçus de souscription conformément à la Convention de souscription de la Caisse et remis à l'Agent des Reçus de souscription conformément à l'article 2 des présentes;

« **Heure d'effet** » : signifie 17h00 (heure de Montréal) à la Date d'effet;

« **Heure d'expiration** » : signifie 17h00 (heure de Montréal) le 180<sup>e</sup> jour suivant la date de cette Convention, sauf tel que prolongé sur consentement écrit de la Société et (i) de la Caisse, tant qu'elle détient des Reçus de souscription, ou (ii) si la Caisse ne détient plus de Reçus de souscription, des Porteurs de Reçus de souscription qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 50.1 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation;

« **Intérêt gagné** » : signifie l'intérêt ou le revenu effectivement gagné sur le placement des Fonds de souscription entiercés à compter de la Date de clôture jusqu'au plus tôt de la date à laquelle la Condition de libération de l'entiercement est remplie ou la Date de remboursement;

« **Investissements autorisés** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 3.2;

« **Jour ouvrable** » : signifie un Jour ouvrable sauf un samedi ou un dimanche ou un jour férié à Montréal (Québec);

« **Législation en valeurs mobilières** » : signifie la Législation canadienne en valeurs mobilières, la Loi américaine sur les valeurs mobilières et toute autre Loi sur les valeurs mobilières des États-Unis ou d'un État des États-Unis applicable à la Société;

« **Législation canadienne en valeurs mobilières** » : signifie l'ensemble de la législation, de la réglementation, des règles, des règlements, des instructions générales et des politiques en valeurs mobilières applicables au Québec ou ailleurs au Canada;

« **Loi américaine sur les valeurs mobilières** » : signifie la *Securities Act of 1933* des États-Unis, en sa version modifiée;



« **Lone Star** » : signifie Logica plc;

« **Membres du même groupe** » : a le sens qui est attribué à l'expression « même groupe » dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec);

« **Offre** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 4.4.1;

« **Ordre écrit** » : signifie un Ordre écrit signé au nom d'un Porteur de Reçus de souscription ou de la Société, le cas échéant, par un administrateur ou un dirigeant du Porteur de Reçus de souscription ou de la Société, le cas échéant, et pouvant se composer d'un ou de plusieurs actes ainsi signés;

« **Organisme public** » : signifie tout organisme d'un état ou d'un gouvernement, tout organisme international ou organisme regroupant plusieurs états ou provinces, tout organisme, régie, commission, office et toute autre autorité instituée ou constituée par un état ou un gouvernement que ce soit par une loi ou autrement, tout organisme, régie, commission, office, de nature publique ou privée, exerçant des fonctions gouvernementales ou quasi-gouvernementales ou des fonctions de réglementation ou d'autoréglementation pour le compte d'un état ou pour un autre Organisme public ou ayant autrement juridiction, ainsi que tout organisme, office, commission, régie, tribunal d'arbitrage ou tribunal judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif qu'il soit national, provincial ou gouvernemental, étranger ou international, ainsi que toute cour ou tribunal de droit commun;

« **Panel** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 4.2.1;

« **PCGR** » : signifie les principes comptables généralement reconnus et acceptés au Canada suivant les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés applicables à la date pertinente, et appliqués de façon uniforme et constante comme par le passé;

« **Personne(s)** » : signifie une personne physique ou une Personne morale;

« **Personne morale** » : signifie une personne morale, une corporation, une compagnie, une coopérative, une société, dont notamment une société en commandite, une société en nom collectif et une société en participation, une firme, une association non-incorporée, une co-entreprise, un syndicat, une fiducie, une succession, un Organisme public ou toute autre forme d'entité ou d'organisation de quelque nature que ce soit;

« **Porteurs de Reçus de souscription** » : signifie les porteurs inscrits de Reçus de souscription;

« **Prix d'acquisition** » : signifie le prix d'acquisition payable par la Société relativement à la Transaction sous-jacente, en tenant compte des frais d'acquisition, de financement, d'intégration et de fonds de roulement, d'un montant maximal de 4,3 milliards de dollars, substantiellement tel que décrit à l'*Announcement*;

« **Prix de souscription** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 2.1;

« **Reçus de souscription** » : signifie les reçus de souscription créés et émis par la Société aux termes des présentes, représentant chacun le droit, à certaines conditions, de recevoir une Action, sans le paiement d'une contrepartie additionnelle, à l'Heure d'effet conformément aux présentes;

« **Résolution extraordinaire** » : a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 8.11;

« **Société** » : a la signification qui lui est attribuée au préambule de la Convention; et

« **Transaction sous-jacente** » : signifie l'acquisition par la Société de Lone Star, conformément à un *scheme of arrangement* en vertu de la *Companies Act 2006* (Royaume-Uni), telle que modifiée, visant toutes les actions émises et en circulation de Lone Star à un prix de 105 pence par action, selon les paramètres décrits à l'*Announcement*.

## 1.2 Interprétation

1.2.1 Aux fins des présentes, sauf disposition expresse au contraire ou si le contexte exige une autre interprétation :

- a) les titres contenus aux présentes ne sont utilisés que pour des raisons de commodité et ne peuvent pas servir à interpréter, définir ou limiter la portée ou le sens de cette Convention ou de toute disposition de celle-ci;
- b) le singulier comprend le pluriel et *vice versa* et le masculin comprend le féminin et *vice versa*;
- c) si une mesure doit être prise aux termes des présentes un jour ou avant un jour qui n'est pas un Jour ouvrable, cette mesure doit alors être prise à l'heure ou avant l'heure prescrite le prochain Jour ouvrable;
- d) les termes comptables qui ne sont pas autrement définis ont la signification qui leur est attribuée conformément aux PCGR qui sont applicables; et
- e) la référence à une loi comprend tous les règlements adoptés sous l'autorité de cette loi, toutes les modifications à cette loi ou à un tel règlement en vigueur à l'occasion, ainsi que toute loi ou règlement qui complète ou remplace cette loi ou ce règlement.

1.2.2 Chacune des dispositions de cette Convention est indépendante et distincte, et si l'une quelconque des dispositions est illégale ou invalide dans une juridiction donnée, cela n'aura pas pour effet d'entraîner l'invalidité des autres dispositions de cette Convention ni l'invalidité de ces dispositions dans une autre juridiction.

## 1.3 Délais

Les délais indiqués aux présentes sont de rigueur.

#### **1.4 Monnaie**

Sauf indication contraire, toutes les sommes monétaires aux présentes sont libellées en monnaie légale du Canada.

#### **1.5 Législation applicable**

La présente Convention et les Certificats de Reçus de souscription sont régis et interprétés conformément aux lois en vigueur dans la province de Québec.

#### **1.6 Conflits**

En cas de conflit ou d'incompatibilité entre une disposition dans la présente Convention et dans le Certificat de Reçus de souscription émis aux termes des présentes, la disposition dans la présente Convention a préséance quant à l'incompatibilité.

#### **1.7 Préambule et annexes**

Le préambule ainsi que les annexes suivantes contenus à la présente Convention en font partie intégrante :

Annexe A	Avis de libération de l'entiercement
Annexe B	Modèle du Certificat de Reçus de souscription
Annexe C	Formulaire de directives
Annexe D	Banques Approuvées

### **2. LES REÇUS DE SOUSCRIPTION**

#### **2.1 Création et émission des Reçus de souscription**

Un maximum de 46 707 146 Reçus de souscription est par les présentes créé et autorisé aux fins d'émission par la Société au prix de 21,41 \$ (le « **Prix de souscription** ») le Reçu de souscription.

#### **2.2 Reconnaissance de paiement**

2.2.1 L'Agent des Reçus de souscription accuse par les présentes réception par virement bancaire, traite bancaire ou chèque des Porteurs de Reçus de souscription du montant total de 999 999 995.86 \$ (le produit brut tiré de l'émission de 46 707 146 Reçus de souscription) et confirme que ces fonds ont été déposés dans un compte distinct au nom de l'Agent des Reçus de souscription et désigné « Groupe CGI Inc. – Reçus de souscription » ou autrement convenu par la Société et les Porteurs de Reçus de souscription, et seront utilisés, investis et gardés séparément conformément à l'article 3 des présentes et libérés conformément à l'article 4 ou à l'article 5 de la présente Convention.

2.2.2 La Société reconnaît par les présentes que tous les montants que l'Agent des Reçus de souscription a reçus aux termes du paragraphe 2.2.1 conformément à la

directive de la Société aux Porteurs de Reçus de souscription représentent le paiement intégral par les Porteurs de Reçus de souscription du Prix de souscription total des Reçus de souscription, et donne irrévocablement à l'Agent des Reçus de souscription la directive de conserver les montants dont il est question au paragraphe 2.2.1 conformément aux conditions de la présente Convention jusqu'au paiement de ces montants conformément aux conditions de la présente Convention.

- 2.2.3 Les Porteurs de Reçus de souscription, à la Date de clôture, accusent réception des Certificats de Reçus de souscription représentant au total 46 707 146 Reçus de souscription inscrits conformément à la directive des Porteurs de Reçus de souscription aux termes de la Convention de souscription de la Caisse.

### 2.3 Registre des Reçus de souscription

La Société nomme par les présentes l'Agent des Reçus de souscription agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour les Reçus de souscription, et l'Agent des Reçus de souscription conserve au Bureau désigné un registre des titres dans lequel doivent être inscrits les noms et adresses des Porteurs de Reçus de souscription et les autres précisions prescrites par la législation. L'Agent des Reçus de souscription conserve au Bureau désigné le registre dans lequel sont consignés tous les transferts de Reçus de souscription, notamment leur date et des précisions sur l'opération. La Société peut également demander à l'Agent des Reçus de souscription qu'il conserve des registres locaux de transferts dans lesquels doivent être consignées des précisions sur les transferts de Reçus de souscription inscrits dans ce registre local des transferts.

La Société et/ou les Porteurs de Reçus de souscription pourront, à tout moment raisonnable, inspecter ces registres. L'Agent des Reçus de souscription fournira, à l'occasion, sur demande écrite en ce sens de la Société ou d'un Porteur de Reçus de souscription à l'Agent des Reçus de souscription, le nom et l'adresse des Porteurs de Reçus de souscription indiquant le nombre de Reçus de souscription qu'ils détiennent respectivement.

### 2.4 Forme et condition des Reçus de souscription

- 2.4.1 Chaque Reçu de souscription constitue une entente entre la Société et son Porteur de Reçus de souscription aux termes de laquelle les dispositions de l'article 4 des présentes s'appliquent si la Condition de libération de l'entiercement est remplie avant l'Heure d'expiration (les droits des Porteurs de Reçus de souscription aux termes de l'article 4 des présentes sont collectivement appelés le « **Droit d'échange** ») et les dispositions de l'article 5 des présentes s'appliquent si un Événement de terminaison survient (les droits des Porteurs de Reçus de souscription aux termes de l'article 5 des présentes étant collectivement appelés le « **Droit de remboursement** »).
- 2.4.2 Dès que l'Agent des Reçus de souscription reçoit les Fonds de souscription entiers, les Reçus de souscription sont émis et le droit, le titre et l'intérêt, notamment de propriété, dans chacun des Reçus de souscription sera attesté par un Certificat de Reçus de souscription émis et immatriculé au nom de la

Personne désignée dans un Ordre écrit de la Société. Cet Ordre écrit indique quels Reçus de souscription doivent porter une mention imprimée conformément au paragraphe 2.13.

2.4.3 Tous les Certificats de Reçus de souscription (y compris les certificats de remplacement émis conformément à la présente Convention) sont en substance établis selon le modèle joint en Annexe B aux présentes et portent les lettres et les nombres distinctifs que la Société et l'Agent des Reçus de souscription peuvent prescrire.

2.4.4 Aucune fraction de Reçu de souscription ne sera émise.

## **2.5 Un Porteur de Reçus de souscription n'est pas un Actionnaire**

Sauf indication expresse contraire aux présentes, ni les dispositions de la présente Convention ni par ailleurs la détention d'un Reçu de souscription ou d'un Certificat de Reçus de souscription, en soi, ne confèrent ni ne sauraient être interprétées de manière à conférer à un Porteur de Reçus de souscription quelque droit ou intérêt conféré à un Actionnaire ou à quelque autre actionnaire, y compris, notamment le droit de voter, de recevoir un avis de convocation ou d'assister aux assemblées des Actionnaires ou aux autres délibérations de la Société, ou le droit de recevoir des dividendes et d'autres distributions.

## **2.6 Reçus de souscription de rang égal**

Tous les Reçus de souscription ont égalité de rang sans priorité, quelle que soit la date d'émission réelle des Reçus de souscription.

## **2.7 Signature des Certificats de Reçus de souscription**

Les Certificats de Reçus de souscription sont signés par l'un des Administrateurs ou des membres de la direction de la Société. La signature d'un Administrateur ou d'un membre de la direction peut être reproduite à l'aide d'un procédé mécanique en facsimilé et les Certificats de Reçus de souscription portant une signature reproduite en facsimilé sont opposables à la Société comme s'ils avaient été signés à la main par l'Administrateur ou le membre de la direction. Même si une Personne dont la signature, manuscrite ou en facsimilé, figure sur un Certificat de Reçus de souscription en tant qu'Administrateur ou membre de la direction n'est plus en fonction à la date de ce Certificat de Reçus de souscription ou à la date d'attestation ou de livraison de celui-ci, le Certificat de Reçus de souscription signé de la manière susmentionnée est, sous réserve au paragraphe 2.8, valide et opposable à la Société et son porteur a droit aux avantages de la présente Convention.

## **2.8 Attestation par l'Agent des Reçus de souscription**

Aucun Certificat de Reçus de souscription n'est émis ni, s'il est émis, n'est valide à quelque fin, ni ne confère à son porteur l'avantage qu'il est censé conférer tant qu'il n'a pas été attesté par la signature manuscrite de l'Agent des Reçus de souscription ou pour son compte par ses signataires autorisés, en substance selon le modèle de Certificat de Reçus de souscription, et cette attestation par l'Agent des Reçus de souscription de quelque Certificat de Reçus de

souscription constitue une preuve péremptoire opposable à la Société que le Certificat de Reçus de souscription ainsi attesté a été dûment émis aux termes des présentes et que son porteur a droit aux avantages qu'il confère.

L'attestation de l'Agent des Reçus de souscription de quelque Certificat de Reçus de souscription émis aux termes des présentes ne saurait être interprétée comme une déclaration ou une garantie de l'Agent des Reçus de souscription quant à la validité de la présente Convention ou du Certificat de Reçus de souscription (sauf quant à son attestation en bonne et due forme), et l'Agent des Reçus de souscription ne saurait être tenu responsable de l'utilisation de quelque Certificat de Reçus de souscription ou de la contrepartie de ceux-ci, à moins d'indication contraire aux présentes. L'attestation de quelque Certificat de Reçus de souscription par ou pour le compte de l'Agent des Reçus de souscription constitue une déclaration et garantie de l'Agent des Reçus de souscription que ledit Certificat de Reçus de souscription a été dûment attesté conformément aux termes de la présente Convention.

## **2.9 Émission en remplacement de Certificats de Reçus de souscription perdus, etc.**

- 2.9.1 Si un Certificat de Reçus de souscription est endommagé, perdu, détruit ou volé, la Société, sous réserve de la législation applicable, émet et l'Agent des Reçus de souscription atteste et livre un nouveau Certificat de Reçus de souscription de même nature que celui endommagé, perdu, détruit ou volé en échange et en remplacement de ce Certificat de Reçus de souscription endommagé, perdu, détruit ou volé qui est dès alors annulé, et le Certificat de Reçus de souscription remplacé est établi selon le modèle approuvé par l'Agent des Reçus de souscription et en confère les avantages et prend rang égal conformément à ses conditions avec tous les autres Certificats de Reçus de souscription émis ou à émettre aux termes des présentes.

Lorsqu'un nouveau Certificat de Reçus de souscription a été émis en remplacement d'un Certificat de Reçus de souscription endommagé, perdu, volé ou détruit, seul l'un de ces certificats est comptabilisé aux fins d'établir le nombre de Reçus de souscription en circulation.

- 2.9.2 La Personne qui demande l'émission d'un nouveau Certificat de Reçus de souscription conformément au présent paragraphe 2.9 assume les frais de son émission et, en cas de perte, de destruction ou de vol, en tant que condition suspensive à son émission, fournit à la Société et à l'Agent des Reçus de souscription une preuve de propriété et de la perte, de la destruction ou du vol du Certificat de Reçus de souscription perdu, détruit ou volé que la Société et l'Agent des Reçus de souscription jugent raisonnablement acceptable, à leur seule appréciation, et cette Personne est également tenue de fournir une indemnité ou une garantie d'un montant et d'une nature que la Société et l'Agent des Reçus de souscription jugent acceptable, à leur seule appréciation, et paie les frais raisonnables y afférents de la Société et de l'Agent des Reçus de souscription.

## **2.10 Échange des Certificats de Reçus de souscription**

- 2.10.1 Un ou plusieurs Certificats de Reçus de souscription attestant des Reçus de souscription peuvent, sous réserve du respect de certaines exigences raisonnables de l'Agent des Reçus de souscription (y compris la conformité à la législation applicable), être échangés contre un ou plusieurs Certificats de Reçus de souscription conférant à son porteur le même nombre de Reçus de souscription que représentaient globalement les Certificats de Reçus de souscription ainsi échangés.
- 2.10.2 Les Certificats de Reçus de souscription peuvent être remis aux fins d'échange uniquement au Bureau désigné de l'Agent des Reçus de souscription ou à quelque autre endroit que la Société peut désigner avec l'approbation de l'Agent des Reçus de souscription.

## **2.11 Frais de l'échange**

Sauf indication contraire aux présentes, l'Agent des Reçus de souscription peut demander aux Porteurs de Reçus de souscription qui demandent un échange une somme raisonnable pour chaque nouveau Certificat de Reçus de souscription émis en échange de Certificats de Reçus de souscription. Le paiement de ces frais et le remboursement à l'Agent des Reçus de souscription ou à la Société des droits de timbre ou des autres frais d'autorités gouvernementales à payer doivent être payés par le Porteur de Reçus de souscription en tant que condition suspensive à l'échange.

## **2.12 Transfert et inscription des Reçus de souscription**

- 2.12.1 Les Reçus de souscription ne peuvent être transférés dans le registre conservé au Bureau désigné de l'Agent des Reçus de souscription que par le Porteur de Reçus de souscription ou son représentant légal ou son fondé de pouvoir dûment nommé au moyen d'un document écrit. Sur remise aux fins d'inscription d'un transfert de Reçus de souscription au Bureau désigné de l'Agent des Reçus de souscription, la Société émet et l'Agent des Reçus de souscription atteste et livre un nouveau Certificat de Reçus de souscription de même nature au nom du cessionnaire désigné. Si moins que la totalité des Reçus de souscription attestés par les Certificats de Reçus de souscription ainsi remis est transférée, le cédant a le droit de recevoir, de la même manière, un nouveau Certificat de Reçus de souscription immatriculé à son nom et attestant les Reçus de souscription non transférés. Toutefois, par dérogation à ce qui précède, les Reçus de souscription ne peuvent être transférés que si les conditions suivantes sont remplies :
- a) le paiement à l'Agent des Reçus de souscription d'une somme raisonnable pour chaque nouveau Certificat de Reçus de souscription émis au moment de ce transfert, et le remboursement à l'Agent des Reçus de souscription ou à la Société de l'ensemble des droits de timbre ou des frais d'autorités gouvernementales à payer à l'égard de ce transfert;

- b) la signature par le Porteur de Reçus de souscription du formulaire de transfert joint au Certificat de Reçus de souscription et la remise du Certificat de Reçus de souscription; et
- c) le respect des exigences raisonnables que l'Agent des Reçus de souscription peut prescrire, et la consignation en bonne et due forme de tous ces transferts dans ce registre par l'Agent des Reçus de souscription.

2.12.2 La Société et l'Agent des Reçus de souscription considèrent le propriétaire inscrit de quelque Reçu de souscription comme son propriétaire véritable à toutes fins, et ni la Société ni l'Agent des Reçus de souscription ne sauraient prêter foi à quelque avis contraire.

2.12.3 La clôture du registre des transferts à l'égard des Reçus de souscription a lieu à l'Heure d'effet ou, si elle est antérieure, à la Date de remboursement.

2.12.4 Sous réserve des dispositions de la présente Convention et de la législation applicable, un Reçu de souscription confère à son porteur les droits et privilèges rattachés aux Reçus de souscription. La livraison d'Actions par l'Agent des Reçus de souscription en règlement des droits aux termes de l'article 4 accompagnés de l'Intérêt gagné sur les Fonds de souscription entiers, s'il en est (déduction faite des retenues d'impôt applicables) ou le remboursement des Fonds de souscription entiers, avec l'Intérêt gagné, s'il en est (déduction faite des retenues d'impôt applicables) aux termes de l'article 5 de la présente Convention, le tout conformément aux conditions des présentes, dégage la Société et l'Agent des Reçus de souscription de l'ensemble de leurs responsabilités à l'égard des Reçus de souscription, et ni la Société ni l'Agent des Reçus de souscription n'est tenu de mener quelque enquête quant aux titres d'un Porteur de Reçus de souscription qui remet un Certificat de Reçus de souscription.

2.12.5 Sans que soit limitée la portée générale de ce qui suit, les signatures doivent être avalisées par une banque à charte canadienne de l'annexe 1, une importante société de fiducie au Canada, un membre du Securities Transfer Agents Medallion Program (STAMP), un membre du Stock Exchange Medallion Program (SEMP) ou un membre du New York Stock Exchange Inc. Medallion Signature Program (MSP). Les membres de ces programmes sont en général des membres de Bourses de valeurs reconnues au Canada et aux États-Unis, des membres de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, des membres de la National Association of Securities Dealers ou des banques ou des sociétés de fiducie des États-Unis.

## **2.13 Restriction – Période de détention de 4 mois**

La Société reconnaît et informe l'Agent des Reçus de souscription que les Reçus de souscription n'ont pas été visés aux fins de vente par voie de prospectus en vertu de la Législation canadienne en valeurs mobilières. Chaque Reçu de souscription initialement émis aux Porteurs de Reçus de souscription porte la mention restrictive suivante :



« SAUF DISPOSITION CONTRAIRE DE LA LÉGISLATION CANADIENNE EN VALEURS MOBILIÈRES, LE PORTEUR DES TITRES DOIT LES CONSERVER JUSQU'AU 2 OCTOBRE 2012. »

La Société reconnaît et informe l'Agent des Reçus de souscription que les Reçus de souscription n'ont pas été et ne seront pas enregistrés aux termes de la Loi américaine sur les valeurs mobilières ou des lois sur les valeurs mobilières d'un état des États-Unis et qu'ils peuvent être offerts ou vendus, directement ou indirectement, aux États-Unis sans être ainsi enregistrés.

## **2.14 Restrictions sur les titres**

Malgré toute autre disposition des présentes, les Actions ne seront émises qu'aux termes d'un Reçu de souscription et conformément à la Législation en valeurs mobilières applicable. Les certificats représentant les Actions émises porteront la mention que les Conseillers juridiques de la Société peuvent juger nécessaire afin d'éviter une violation de la Législation en valeurs mobilières ou de se conformer aux exigences de quelque Bourse de valeurs à la cote de laquelle les Actions sont inscrites ou cotées, selon le cas; il est entendu que, si, à quelque moment, de l'avis des Conseillers juridiques de la Société, une telle mention n'est plus nécessaire afin d'éviter une violation de cette législation, ou que le porteur de ce certificat avec restriction de transfert fournit, à ses frais, à la Société une preuve que la Société juge acceptable quant à la forme et au fond (ce qui peut comprendre un avis des Conseillers juridiques que la Société juge acceptable) selon laquelle ce porteur a le droit de vendre ou par ailleurs de céder ces Actions dans le cadre d'une opération où une telle mention n'est pas requise, ce certificat avec restriction de transfert peut dès lors être remis à l'agent des transferts en échange contre un certificat ne portant pas une telle restriction de transfert.

## **2.15 Transferts**

2.15.1 Si un Certificat de Reçus de souscription déposé aux fins de transfert porte la mention restrictive énoncée au paragraphe 2.13 des présentes, les restrictions de transfert qui sont mentionnées doivent être respectées.

2.15.2 Les Reçus de souscription ne peuvent être transférés par le Porteur de Reçus de souscription ou son représentant légal ou fondé de pouvoir dûment nommé au moyen d'un document écrit que l'Agent des Reçus de souscription juge acceptable que conformément à la Législation en valeurs mobilières applicable, aux conditions des présentes et aux autres exigences raisonnables que l'Agent des Reçus de souscription peut prescrire, y compris, notamment la remise d'un avis juridique à la Société et à l'Agent des Reçus de souscription selon lequel la Législation en valeurs mobilières applicable a été respectée relativement au transfert des Reçus de souscription.

## **2.16 Aucune obligation de vérification de la part de l'Agent des Reçus de souscription**

L'Agent des Reçus de souscription n'est pas tenu de s'assurer de la conformité ni de vérifier la conformité à la Législation en valeurs mobilières applicable ou aux exigences réglementaires au moment de l'émission, de l'exercice ou du transfert de quelque Reçu de souscription (ou du Droit d'échange qui en fait partie) ou de quelque Action pouvant être émis à l'échange des

Reçus de souscription si cette émission, cet échange ou ce transfert, selon le cas, est effectué conformément aux conditions de la présente Convention. L'Agent des Reçus de souscription est autorisé à traiter tous les transferts et exercices de Reçus de souscription présentés en présumant que ces transferts ou exercices sont permis conformément à l'ensemble de la Législation en valeurs mobilières applicable et des exigences réglementaires. L'Agent des Reçus de souscription peut supposer pour l'application de la présente Convention qu'une adresse figurant au registre des Porteurs de Reçus de souscription est l'adresse véritable de chacun des Porteurs de Reçus de souscription et est également déterminante quant à la résidence et que l'adresse de quelque cessionnaire au nom duquel les Reçus de souscription ou Actions doivent être inscrits, figurant dans le document de transfert, est la résidence du cessionnaire. L'Agent des Reçus de souscription n'est aucunement tenu de veiller à ce que les mentions restrictives qui figurent sur les Certificats de Reçus de souscription et les certificats d'Actions sont conformes aux exigences réglementaires ou à la Législation en valeurs mobilières applicable.

### **2.17 Demande d'inscription supplémentaire des Actions**

Les Reçus de souscription ne seront pas inscrits à la cote d'une Bourse ni affichés sur un système de cotation. La Société confirme qu'une demande d'inscription des Actions pouvant être émises à l'échange des Reçus de souscription à la cote de la Bourse TSX et de la Bourse NYSE a été présentée et que l'approbation de l'inscription, sous réserve des obligations usuelles et de la réalisation de la Transaction sous-jacente, de ces Bourses a été obtenue. La Société doit prendre toutes les mesures raisonnables pour respecter l'ensemble des obligations relativement à cette approbation pouvant être nécessaires aux fins d'obtenir des inscriptions supplémentaires.

## **3. INVESTISSEMENT DU PRODUIT ET PAIEMENT DE L'INTÉRÊT**

### **3.1 Fonds de souscription entiercés à être placés en main tierce**

Les Fonds de souscription entiercés sont remis à l'Agent des Reçus de souscription par virement bancaire ou chèque pour qu'il les détienne et les investisse de la manière prévue aux présentes. Si la Condition de libération de l'entiercement est remplie avant l'Heure d'expiration (i) les Fonds de souscription entiercés sont remis à la Société conformément à l'article 4 et (ii) chaque Porteur de Reçus de souscription a le droit de recevoir sa quote-part de l'Intérêt gagné (déduction faite des retenues fiscales applicables) sur les Fonds de souscription entiercés, conformément à l'article 4. Si un Événement de terminaison survient, chaque Porteur de Reçus de souscription a le droit de recevoir sur les Fonds de souscription entiercés le Prix de souscription par Reçu de souscription détenu et sa quote-part de l'Intérêt gagné (déduction faite des retenues fiscales applicables) conformément à l'article 5. L'Intérêt gagné d'une Personne qui y a droit est calculé conformément à l'article 4 ou à l'article 5, selon le cas, et les taxes et impôts sur celui-ci sont à la charge de cette Personne. La Société déclare à l'Agent des Reçus de souscription que les comptes que l'Agent des Reçus de souscription doit ouvrir dans le cadre de la présente Convention ne sont pas censés être utilisés par une autre Personne ou pour le compte d'une autre Personne que les parties aux présentes et les Porteurs de Reçus de souscription.

### 3.2 Investissement des Fonds de souscription entiercés

- 3.2.1 Jusqu'à ce qu'ils soient libérés conformément aux dispositions de la présente Convention, les Fonds de souscription entiercés sont conservés séparément dans les registres de l'Agent des Reçus de souscription et sont déposés dans un ou plusieurs comptes en fiducie portant intérêts tenu(s) par l'Agent des Reçus de souscription à son nom dans une ou plusieurs des banques figurant à l'Annexe D à la présente Convention (chacune de ces banques étant une « **Banque approuvée** »). L'Agent des Reçus de souscription verse des intérêts aux Porteurs des Reçus de souscription, à un taux annuel équivalant à 1.95% de moins que le taux préférentiel annoncé de temps à autre par La Banque de Nouvelle-Écosse, applicable aux prêts en dollars canadiens consentis à ses clients les plus solvables au Canada. Le montant de ces intérêts est calculé chaque jour et versé au(x) compte(s) dans les trois (3) jours ouvrables suivant la fin de chaque mois. L'Agent des Reçus de souscription est autorisé à conserver, à son propre bénéfice, à titre de rémunération partielle pour ses services rendus en vertu des présentes, tout montant des intérêts courus sur les Fonds de souscription entiercés qui ne sont pas payables aux Porteurs des Reçus de souscription en vertu du présent article.

Tous les Fonds de souscription entiercés détenus par l'Agent des Reçus de souscription dans le cadre de la présente Convention sont détenus pour les Porteurs des Reçus de souscription, et la remise des Fonds de souscription entiercés à l'Agent des Reçus de souscription ne donne pas lieu à une relation débiteur-créancier ou à une autre relation semblable. Les montants détenus par l'Agent des Reçus de souscription dans le cadre de la présente Convention le sont au seul risque des Porteurs des Reçus de souscription et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, l'Agent des Reçus de souscription n'est nullement tenu responsable de toute diminution du montant des Fonds de souscription entiercés pouvant résulter d'un dépôt fait dans une Banque Approuvée en vertu du présent article 3.2, y compris de toute perte résultant d'un manquement de la Banque Approuvée ou de toute autre perte sur prêt (résultant ou non d'un tel manquement) ainsi que de toute perte sur prêt ou autre perte sur tout dépôt liquidé ou vendu avant l'échéance. Les parties aux présentes conviennent et reconnaissent que l'Agent des Reçus de souscription aura agi avec prudence en déposant les Fonds de souscription entiercés auprès d'une Banque Approuvée, et qu'il n'est pas tenu d'effectuer une enquête à l'égard d'une telle Banque Approuvée.

En tout temps, (i) la Caisse peut, tant qu'elle détient des Reçus de souscription, ou (ii) si la Caisse ne détient plus de Reçus de souscription, des Porteurs de Reçus de souscription qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 50.1 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation, peuvent, demander à l'Agent des Reçus de souscription, au moyen d'un avis écrit, a) de ne pas déposer de nouveaux montants auprès de toute Banque Approuvée précisée dans l'avis; et/ou b) de retirer la totalité ou une

partie des Fonds de souscription entiercés qui peuvent avoir été déposés dans toute Banque Approuvée précisée dans l'avis et ensuite de déposer ces Fonds de souscription entiercés dans une ou plusieurs autres Banques Approuvées précisées dans l'avis. Lorsqu'il reçoit un avis de retrait, l'Agent des Reçus de souscription s'efforce de retirer aussitôt que possible le montant précisé dans l'avis, et les Porteurs des Reçus de souscription conviennent et reconnaissent qu'ils assument seul le risque relatif à ce montant précisé, avant et après un tel retrait.

- 3.2.2 Nonobstant le paragraphe 3.2.1, sur réception d'une directive (i) de la Caisse, tant qu'elle détient des Reçus de souscription, ou (ii) si la Caisse ne détient plus de Reçus de souscription, des Porteurs de Reçus de souscription qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 50.1 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation, l'Agent des Reçus de souscription investit les fonds dans des Investissements autorisés en leur nom conformément à cette directive. Une directive des Porteurs de Reçus de souscription à l'Agent des Reçus de souscription doit être faite par écrit et remise à l'Agent des Reçus de souscription au plus tard à 9h00 le jour auquel l'investissement doit être fait. Une directive reçue par l'Agent des Reçus de souscription après 9h00 ou reçue un jour qui n'est pas un Jour ouvrable est réputée avoir été donnée avant 9h00 le prochain Jour ouvrable. Aux fins des présentes, « **Investissements autorisés** » s'entend de titres de créance portant intérêt à court terme ou à escompte émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou une province ou une banque à charte canadienne (y compris un Membre du même groupe de l'Agent des Reçus de souscription ou une Personne qui lui est apparentée) pourvu qu'ils soient notés au moins R-1 (élevé) par DBRS Inc. ou une agence de notation équivalente, excluant tout papier commercial.
- 3.2.3 Si, à la date à laquelle l'Agent des Reçus de souscription reçoit ou est réputé avoir reçu l'Avis de libération de l'entiercement conformément au paragraphe 4.3.2 des présentes, les Fonds de souscription entiercés détenus par l'Agent des Reçus de souscription à titre d'agent pour le bénéfice de la Société aux termes des présentes sont inférieurs à 999 999 995,86\$, la Caisse accepte et s'engage à remettre sans délai à l'Agent des Reçus de souscription un montant en dollars canadiens équivalent à la différence entre x) 999 999 995,86 \$, et y) les Fonds de souscription entiercés détenus à cette date par l'Agent des Reçus de souscription à titre d'agent pour le bénéfice de la Société. Pour éviter tout doute, cette obligation s'appliquera que la Caisse ait syndiqué ou non une partie de son intérêt dans les Reçus de souscription, en vertu du paragraphe 2.3 de la Convention de souscription de la Caisse, ou autrement cédé ses Reçus de souscription.

### 3.3 Séparation des Fonds de souscription entiercés et de l'Intérêt gagné

Les Fonds de souscription entiercés que l'Agent des Reçus de souscription reçoit et les titres ou autres instruments qu'il reçoit à l'occasion d'investissement ou de réinvestissement de ces

Fonds de souscription entiercés, avec la totalité de l'Intérêt gagné, sont reçus en sa qualité de mandataire et doivent être séparés et gardés dans des comptes distincts.

#### **4. LIBÉRATION DE PROPRIÉTÉ**

##### **4.1 Remise de l'Avis de libération de l'entiercement**

Si, avant l'Heure d'expiration, toutes les conditions de libération des Fonds de souscription entiercés prévues au paragraphe 4.2 sont rencontrées (la « **Condition de libération de l'entiercement** »), la Société doit remettre sans délai aux Porteurs de Reçus de souscription l'Avis de libération de l'entiercement selon le modèle joint en Annexe A aux présentes signé par le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société, sur quoi la Société A) remet sans délai cet Avis de libération de l'entiercement et une directive selon les modèles joints en annexes A et C des présentes respectivement à l'Agent des Reçus de souscription et B) divulgue sans délai par voie de communiqué de presse la Clôture de la Transaction sous-jacente et que l'échange des Actions contre des Reçus de souscription aura lieu automatiquement à l'Heure d'effet. Il est entendu que la libération des Fonds de souscription entiercés aura lieu immédiatement avant la Clôture de la Transaction sous-jacente.

##### **4.2 Conditions de libération des Fonds de souscription entiercés**

La libération des Fonds de souscription entiercés est sujet et conditionnel à la réalisation des conditions suivantes, étant entendu que (i) la Caisse peut, tant qu'elle détient des Reçus de souscription, ou (ii) si la Caisse ne détient plus de Reçus de souscription, les Porteurs de Reçus de souscription qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 50.1 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation peuvent, y renoncer par écrit, telle renonciation liant tous les Porteurs de Reçus de souscription :

- 4.2.1 Sauf dans la mesure requise par le *UK Takeover Code* (le « **Code** »), le *UK Panel on Takeovers and Mergers* (le « **Panel** »), la *High Court of Justice of England and Wales* (la « **Cour** »), les Conditions de Clôture de la Transaction sous-jacente doivent avoir été rencontrées sans modification ou renonciation sauf pour toute modification ou renonciation non importante et qui n'a pas un effet défavorable important pour les Porteurs de Reçus de souscription;
- 4.2.2 Le prix payable pour chaque action de Lone Star aux termes de la Transaction sous-jacente n'aura pas été augmenté;
- 4.2.3 Aucune modification ou renonciation ne doit avoir été survenue aux Conventions de financement, à l'exclusion des modifications prévues aux termes de la lettre de frais ou de la lettre de syndication incluses dans les Conventions de financement et sauf pour toute modification ou renonciation non importante et qui n'a pas un effet économique défavorable important sur le Financement bancaire;
- 4.2.4 Les déclarations et garanties de la Société prévues aux paragraphes 6.1 a) et 6.2 a), b), c), d), e)(i), e)(ii) et f) de la Convention de souscription de la Caisse

doivent être conformes et exactes à tous égards importants à la date de la présente Convention et ne doivent pas avoir cessé d'être conformes et exactes à tous égards importants par la suite; le président de la Société ou un autre dirigeant acceptable aux Porteurs des Reçus de souscription doit en attester immédiatement avant la Clôture de la Transaction sous-jacente; et

- 4.2.5 La Société doit avoir obtenu tous les consentements, autorisations et dispenses requis des autorités compétentes, notamment boursières et réglementaires, en rapport à la réalisation de l'émission des Actions en échange des Reçus de souscription conformément à la présente Convention, incluant les approbations requises de la Bourse TSX et de la Bourse NYSE quant à l'inscription à la cote de la Bourse TSX et à la Bourse NYSE des Actions.

### **4.3 Échange automatique et libération des fonds**

- 4.3.1 Si la Condition de libération de l'entiercement est remplie à l'Heure d'expiration, chaque Porteur de Reçus de souscription à l'Heure d'effet, tel qu'il figure au registre de l'Agent des Reçus de souscription, devient automatiquement détenteur d'Actions à raison d'une Action pour chaque Reçu de souscription qu'il détient sans autre contrepartie ni formalité (y compris la remise des Certificats de Reçus de souscription) de la part du Porteur de Reçus de souscription. Chaque Certificat de Reçus de souscription représente dès lors un droit de recevoir un ou des certificats attestant les Actions pouvant être émis à l'égard des Reçus de souscription que représentaient chacun de ces Certificats de Reçus de souscription détenus.
- 4.3.2 Sur réception de l'Avis de libération de l'entiercement signé de la manière prévue aux présentes, l'Agent des Reçus de souscription libère sans délai à la date à laquelle il reçoit l'Avis de libération de l'entiercement les Fonds de souscription entiers et l'Intérêt gagné, par virement bancaire aux comptes et selon les montants indiqués dans l'Avis de libération de l'entiercement. L'Avis de libération de l'entiercement précise les montants devant être libérés et leurs destinataires. Tout Avis de libération de l'entiercement remis doit être reçu par l'Agent des Reçus de souscription au plus tard à 10h00 (heure de Montréal) le jour auquel les Fonds de souscription entiers doivent être libérés. Un tel Avis de libération de l'entiercement reçu par l'Agent des Reçus de souscription après 10h00 (heure de Montréal) ou reçu un jour qui n'est pas un Jour ouvrable est réputé avoir été donné avant 10h00 le prochain Jour ouvrable.
- 4.3.3 Sous réserve du paragraphe 4.3.1, des certificats attestant les Actions émises aux termes du paragraphe 4.3.1 sont émis par l'agent des transferts de la Société à compter du deuxième Jour ouvrable qui suit la Date d'effet.
- 4.3.4 Avec prise d'effet après l'émission des Actions par la Société à l'Heure d'effet tel qu'il est prévu au paragraphe 4.3.1, et après que l'Agent des Reçus de souscription, pour le compte de la Société, a posté ou remis les certificats attestant ces Actions, le Droit d'échange a été entièrement exercé et les Reçus de souscription s'y rapportant sont nuls et sans valeur ni effet.

#### 4.4 Offre

4.4.1 Malgré les dispositions de l'article 4.2.1, sous réserve du consentement du Panel et (i) soit de la Caisse si elle détient des Reçus de souscription, (ii) soit des Porteurs de reçus de souscription détenant 50,1 %, si la Caisse ne détient plus de Reçus de souscription, la Société peut donner avis écrit aux Porteurs de reçus de souscription qu'elle entend abandonner le *scheme of arrangement* prévu à l'*Announcement* et lancer une offre en vue d'acquérir les actions de Lone Star (l'« **Offre** »). Malgré ce qui précède et toute autre disposition des présentes, le consentement de la Caisse ou des Porteurs de reçus de souscription, selon le cas, ne sera pas requis pour abandonner le *scheme of arrangement* et lancer l'Offre si les conditions suivantes sont réunies : (i) l'Offre est recommandée par le conseil d'administration de Lone Star; (ii) l'Offre est faite au même prix par action et en substance aux mêmes conditions que le *scheme of arrangement*; (iii) l'Offre est assortie d'une condition de dépôt minimum d'au moins 90 % en valeur de chaque catégorie d'actions (y compris les options et les titres assimilables à des actions) visées par l'Offre, et s'il s'agit d'actions avec droit de vote, d'au moins 90 % des droits de vote que comportent ces actions.

### 5. RÉSILIATION

#### 5.1 Résiliation si la Condition de libération de l'entiercement n'est pas remplie

5.1.1 Si la Condition de libération de l'entiercement n'est pas remplie au plus tard à l'Heure d'expiration ou si la Société, aux termes d'une annonce publique (avec avis écrit à l'Agent des Reçus de souscription), abandonne la Transaction sous-jacente (chacun, un « **Événement de terminaison** »), nonobstant toute autre disposition des présentes :

- a) l'Agent des Reçus de souscription commence le remboursement des Fonds de souscription entiers et de l'Intérêt gagné (déduction faite des retenues d'impôt applicables) aux Porteurs de Reçus de souscription;
- b) la souscription qu'atteste chaque Reçu de souscription est automatiquement résolue et annulée à la Date de terminaison et chaque Porteur de Reçus de souscription a le droit après la Date de terminaison de recevoir, au plus tôt le deuxième Jour ouvrable qui suit la Date de terminaison (la « **Date de remboursement** »), un virement bancaire d'un montant correspondant à la somme i) du Prix de souscription pour les Reçus de souscription détenus par le Porteur de Reçus de souscription à la Date de terminaison et ii) de la quote-part de l'Intérêt gagné du Porteur de Reçus de souscription, déduction faite des retenues d'impôt applicables. Le montant payé à chaque porteur aux termes des alinéas i) et ii) est réglé sur les Fonds de souscription entiers;
- c) l'obligation de faire le paiement prévu au paragraphe 5.1.1b) est acquittée moyennant un virement bancaire aux comptes des Porteurs de Reçus de souscription; et

- d) les conventions que constituent les Reçus de souscription et les droits et obligations de la Société et des Porteurs de Reçus de souscription y afférents sont, avec prise d'effet à la fermeture des bureaux à la Date de remboursement, résiliés et annulés et n'ont plus force exécutoire ni effet.

5.1.2 L'Agent des Reçus de souscription exécutant ses obligations aux termes du présent paragraphe 5.1 s'acquitte de l'ensemble de ses obligations aux termes des présentes.

## **5.2 Résiliation de la présente Convention**

Immédiatement après l'exécution de toutes les mesures requises aux termes des présentes, la présente Convention est résiliée.

## **6. ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ**

### **6.1 Aucune réorganisation/distribution**

La Société s'engage par les présentes avec l'Agent des Reçus de souscription et les Porteurs de Reçus de souscription, à partir de la Date de clôture jusqu'à la première des éventualités suivantes à survenir : (i) soit l'Heure d'effet, ou (ii) soit la Date de terminaison, à s'abstenir de prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes, à moins que, dans le cas d'une des mesures décrites ci-après, un rajustement approprié ne soit apporté au nombre d'Actions pouvant être émis à l'échange des Reçus de souscription, laquelle mesure doit être prise avec le consentement écrit préalable des Porteurs de Reçus de souscription : i) émettre des Actions à la totalité ou la quasi-totalité des détenteurs des Actions émises par voie de dividende, de distribution d'actions ou autrement; ii) subdiviser les Actions en circulation en un nombre supérieur d'Actions; iii) réduire, combiner ou regrouper les Actions en circulation en un nombre inférieur d'Actions; iv) émettre ou fixer une date de référence pour l'émission d'options, droits ou bons de souscription à la totalité ou la quasi-totalité des détenteurs des Actions émises; v) déclarer ou verser, ou encore fixer une date de référence pour déclarer ou verser tout dividende ou toute distribution sous forme d'Actions, d'options, droits ou bons de souscription ou d'actifs à la totalité ou la quasi-totalité des détenteurs des Actions émises et en circulation, autre qu'un dividende ou une distribution payé dans le cours normal des affaires ou dans le cadre d'une des transactions envisagées aux paragraphes i), ii, iii), iv) ou vi) du présent article; vi) reclasser les Actions ou entreprendre une réorganisation de la Société ou un regroupement, une fusion ou un arrangement de la Société avec une autre Personne ou une autre entité (excluant la Transaction sous-jacente), ou une vente ou un transport des biens et actifs de la Société en totalité ou en quasi-totalité à une autre Personne ou entité, ou une liquidation ou dissolution de la Société; ou vii) réaliser une transaction similaire ou ayant un effet similaires aux transactions envisagées aux paragraphes i) à vi) du présent article. Il est entendu que tout rajustement apporté au nombre d'Actions pouvant être émis à l'échange des Reçus de souscription en vertu du présent paragraphe 6.1 sera sous réserve de l'approbation de la Bourse TSX.



## **6.2 Engagements d'ordre général**

6.2.1 La Société s'engage avec l'Agent des Reçus de souscription et les Porteurs de Reçus de souscription que, tant que des Reçus de souscription demeurent en circulation :

- a) elle déploiera tous les efforts raisonnables pour maintenir son existence à titre d'entreprise et mener son activité dans le cours normal;
- b) elle fera tous les dépôts exigés en vertu de la Législation en valeurs mobilières et des règles des bourses applicables, y compris ceux qui sont nécessaires pour demeurer un émetteur assujetti en règle dans chacune des provinces du Canada;
- c) elle annoncera par communiqué de presse l'Heure d'effet, conformément au paragraphe 4.1;
- d) elle veillera à ce que les Actions émises à l'échange des Reçus de souscription soient, au moment de l'émission, dûment autorisées, entièrement libérées (en supposant la remise des Fonds de souscription entiers à la Société aux termes des présentes) et non susceptibles d'appel subséquent; et
- e) de façon générale, elle prendra et mettra à exécution toutes les mesures qu'elle doit prendre comme il est prévu dans la présente Convention.

## **6.3 Questions relevant de la Législation en valeurs mobilières**

La Société déposera tous les documents, avis et attestations et prendra les mesures qui peuvent être nécessaires en vertu de la Législation en valeurs mobilières pour permettre l'émission des Reçus de souscription aux termes de dispenses pour placement privé et des Actions pouvant être émis en échange de Reçus de souscription, de façon qu'une telle émission soit dispensée des obligations de prospectus en vertu de la Législation en valeurs mobilières.

## **7. EXÉCUTION**

### **7.1 Poursuites par les Porteurs de Reçus de souscription**

Les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) peut faire exécuter la totalité ou une partie des droits que lui confère quelque modalité des Certificats de Reçus de souscription ou de la présente Convention, ou les deux, au moyen d'instances appropriées mais sans porter atteinte au droit qui est conféré par les présentes à l'Agent des Reçus de souscription d'introduire une instance en son propre nom pour faire exécuter chacune des dispositions prévues aux présentes à l'avantage du Porteur de Reçus de souscription.

## **7.2 Renonciation à l'égard d'un défaut**

Dès la survenance d'un défaut aux termes des présentes, les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) qui ont le droit d'acquérir, en échange de leurs Reçus de souscription, globalement non moins que 75 % du nombre total d'Actions pouvant être acquises à l'échange de la totalité des Reçus de souscription alors en circulation, ont le pouvoir (en plus des pouvoirs qui peuvent être exercés par voie de Résolution extraordinaire) d'enjoindre, au moyen d'une demande faite par écrit, à l'Agent des Reçus de souscription d'accorder une renonciation à l'égard d'un défaut aux termes des présentes et l'Agent des Reçus de souscription doit sur-le-champ accorder une renonciation à l'égard du défaut suivant les conditions qui sont prévues dans cette demande, étant entendu qu'aucun retard ou omission de la part des Porteurs de Reçus de souscription d'exercer quelque droit ou pouvoir leur revenant en cas de défaut ne porte atteinte à ce droit ou pouvoir ni ne doit être interprété comme une renonciation ou un acquiescement à l'égard de ce défaut et étant de plus entendu qu'aucun fait ou omission de la part des Porteurs de Reçus de souscription à cet égard ne s'applique ni ne touche de quelque façon à quelque défaut ultérieur aux termes des présentes ou aux droits en découlant.

## **8. ASSEMBLÉES DES PORTEURS DE REÇUS DE SOUSCRIPTION**

### **8.1 Droit de convoquer des assemblées**

L'Agent des Reçus de souscription peut à tout moment et de temps à autre et doit, dès réception d'une demande écrite de la Société ou d'une Demande des Porteurs de Reçus de souscription et sur réception de fonds et d'une indemnité qu'il juge raisonnablement satisfaisants de la Société ou des Porteurs de Reçus de souscription signant cette Demande des Porteurs de Reçus de souscription visant les coûts qui pourraient être engagés relativement à la convocation et à la tenue de cette assemblée, convoquer une assemblée des Porteurs de Reçus de souscription. Si l'Agent des Reçus de souscription omet de convoquer ainsi une assemblée dans les 7 jours suivant la réception d'une telle demande écrite de la Société ou d'une telle Demande des Porteurs de Reçus de souscription, des fonds et de l'indemnité remis comme il est indiqué plus haut, la Société ou ces Porteurs de Reçus de souscription, selon le cas, peuvent convoquer cette assemblée. Chacune de ces assemblées est tenue dans la ville de Montréal ou à tout autre endroit que l'Agent des Reçus de souscription peut approuver ou déterminer.

### **8.2 Avis**

Un préavis écrit d'au moins 21 jours de toute assemblée des Porteurs de Reçus de souscription doit être donné aux Porteurs de Reçus de souscription de la façon prévue au paragraphe 10.1 et une copie de cet avis doit être envoyé par la poste à l'Agent des Reçus de souscription (à moins que l'assemblée ne soit convoquée par l'Agent des Reçus de souscription) et à la Société (à moins que l'assemblée ne soit convoquée par la Société). Cet avis doit indiquer l'heure à laquelle et l'endroit où l'assemblée doit être tenue, doit décrire brièvement la nature générale des points à l'ordre du jour et doit renfermer les renseignements qui sont raisonnablement nécessaires pour permettre aux Porteurs de Reçus de souscription de prendre une décision éclairée sur la question, mais il n'est pas nécessaire qu'un tel avis précise les modalités de toute résolution devant être proposée ou les dispositions du présent article 8.

### **8.3 Président de l'assemblée**

Un particulier (qui peut ne pas être Porteur de Reçus de souscription) désigné par écrit par l'Agent des Reçus de souscription est président de l'assemblée et, si aucun particulier n'est ainsi désigné, ou si le particulier ainsi désigné n'est pas présent dans les 15 minutes suivant l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, les Porteurs de Reçus de souscription présents ou représentés par procuration choisissent un particulier présent pour être président de l'assemblée.

### **8.4 Quorum**

Sous réserve des dispositions du paragraphe 8.11, à toute assemblée des Porteurs de Reçus de souscription, le quorum se compose des Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) présents ou représentés par procuration qui ont le droit de souscrire au moins 25 % du nombre global d'Actions qui pourraient être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation. Si le quorum des Porteurs de Reçus de souscription n'est pas atteint dans les 30 minutes suivant l'heure fixée pour la tenue d'une assemblée, l'assemblée, si elle a été convoquée par les Porteurs de Reçus de souscription ou suivant une Demande des Porteurs de Reçus de souscription, doit être dissoute; dans tous les autres cas, l'assemblée doit être ajournée au même jour de la semaine suivante (à moins que ce jour ne soit pas un Jour ouvrable, auquel cas elle est ajournée au premier Jour ouvrable qui suit) aux mêmes heure et endroit et sans qu'il soit nécessaire de donner un avis d'ajournement. La reprise d'assemblée peut être saisie de toute question à l'ordre du jour de l'assemblée d'origine conformément à l'avis de convocation de cette assemblée. Aucune question ne peut être débattue à une assemblée à moins que le quorum ne soit atteint au début des délibérations, étant entendu qu'à la reprise d'assemblée, les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) présents ou représentés par procuration constituent le quorum et peuvent délibérer de toute question à l'ordre du jour de l'assemblée d'origine, même s'ils peuvent ne pas avoir le droit de souscrire au moins 25 % du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation.

### **8.5 Pouvoir d'ajourner**

Le président de toute assemblée à laquelle le quorum des Porteurs de Reçus de souscription est atteint peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner cette assemblée, et aucun avis de cet ajournement n'a à être donné, sauf l'avis, s'il en est, que l'assemblée peut prescrire.

### **8.6 Vote à mains levées**

Chaque question dont une assemblée est saisie est tranchée d'abord à la majorité des voix exprimées à mains levées, sauf que les voix concernant une Résolution extraordinaire doivent être exprimées de la façon prévue ci-après. À une telle assemblée, à moins qu'un scrutin ne soit dûment demandé comme il est prévu aux présentes, la déclaration par le président de l'assemblée qu'une résolution a été adoptée ou adoptée à l'unanimité ou par une majorité précise ou rejetée ou n'a pas été adoptée par une majorité précise constitue une preuve concluante de ce fait.

## **8.7 Scrutin et exercice du droit de vote**

Dans le cadre de chaque Résolution extraordinaire et de toute autre question dont une assemblée est saisie et après un vote à mains levées lorsque le demande le président de l'assemblée ou un ou plusieurs des Porteurs de Reçus de souscription agissant en Personne ou par procuration et ayant le droit d'acquérir globalement au moins 5 % du nombre global d'Actions qui pourraient être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation, un scrutin doit être tenu de la façon indiquée par le président d'assemblée. Les autres questions que celles devant être tranchées par voie de Résolution extraordinaire sont tranchées à la majorité des voix exprimées lors du scrutin.

Lors d'un vote à mains levées, chaque Personne présente et ayant le droit de voter, que ce soit en qualité de Porteur de Reçus de souscription ou de fondé de pouvoir d'un ou de plusieurs Porteurs de Reçus de souscription absents, ou les deux, a une voix. Lors d'un scrutin, chaque Porteur de Reçus de souscription présent ou représenté par un fondé de pouvoir dûment nommé par un document écrit a droit à une voix à l'égard de chaque Action ordinaire entière qu'il a le droit d'acquérir aux termes du Reçu de souscription ou des Reçus de souscription qu'il détient ou représente alors. Un fondé de pouvoir n'a pas à être Porteur de Reçus de souscription. Le président de l'assemblée a le droit, aussi bien lors d'un vote à mains levées que lors d'un scrutin, de voter à l'égard des Reçus de souscription, s'il en est, qu'il détient ou qu'il représente.

## **8.8 Règlements**

L'Agent des Reçus de souscription, ou la Société avec l'approbation de l'Agent des Reçus de souscription, peut à l'occasion prendre et à l'occasion modifier les règlements qu'il juge opportuns à l'égard des questions suivantes :

- 8.8.1 l'établissement de la date de référence pour une assemblée afin de déterminer quels sont les Porteurs de Reçus de souscription ayant le droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée et d'y voter;
- 8.8.2 la délivrance de certificats de vote par quelque banque, société de fiducie ou autre dépositaire que l'Agent des Reçus de souscription juge satisfaisant, indiquant que les Certificats de Reçus de souscription qui y sont précisés ont été déposés auprès de cette entité par une Personne désignée et demeureront en dépôt jusqu'à la fin de l'assemblée, lequel certificat de vote habilite les Personnes qui y sont nommées à être présentes à une telle assemblée et à toute reprise de celle-ci et à y voter ou à nommer un ou plusieurs fondés de pouvoir pour les représenter à une telle assemblée et à toute reprise de celle-ci et y voter pour eux de la même façon et avec le même effet que si les Personnes ainsi nommées dans ces certificats de vote étaient les porteurs réels des Certificats de Reçus de souscription qui y sont précisés;
- 8.8.3 le dépôt des certificats de vote et documents nommant des fondés de pouvoir à l'endroit et à l'heure que l'Agent des Reçus de souscription, la Société ou les Porteurs de Reçus de souscription convoquant l'assemblée, selon le cas, peuvent indiquer dans l'avis de convocation à l'assemblée;

- 8.8.4 le dépôt des certificats de vote et documents nommant des fondés de pouvoir à l'endroit ou aux endroits approuvés, sauf l'endroit où l'assemblée doit être tenue, et des détails d'habilitation de ces documents nommant des fondés de pouvoir devant être postés avant l'assemblée à la Société ou à l'Agent des Reçus de souscription à l'endroit où cette assemblée doit être tenue et pour l'exercice des droits de vote afférents aux procurations ainsi déposées comme si les documents eux-mêmes avaient été produits à l'assemblée;
- 8.8.5 la forme du document de procuration; et
- 8.8.6 de façon générale, la convocation des assemblées des Porteurs de Reçus de souscription et le déroulement de ces assemblées.

Les règlements ainsi pris sont valides et exécutoires et les voix exprimées conformément à ces règlements sont valides et doivent être prises en compte. Sauf disposition contraire prévue par ces règlements, les seules Personnes qui doivent être reconnues à une assemblée en qualité de Porteurs de Reçus de souscription, ou qui ont le droit de voter ou d'être présents à l'assemblée à cet égard (sous réserve du paragraphe 8.9), sont les Porteurs de Reçus de souscription ou les fondés de pouvoir des Porteurs de Reçus de souscription.

#### **8.9 La Société et l'Agent des Reçus de souscription peuvent être représentés**

La Société et l'Agent des Reçus de souscription, par l'entremise de leurs employés, Administrateurs et dirigeants respectifs, et le Conseiller juridique de la Société et de l'Agent des Reçus de souscription, peuvent assister à toute assemblée des Porteurs de Reçus de souscription, mais n'ont pas le droit d'y voter, sauf à l'égard des Reçus de souscription qu'ils détiennent par ailleurs.

#### **8.10 Pouvoirs pouvant être exercés par voie de Résolution extraordinaire**

En plus de tous les autres pouvoirs que leur confèrent d'autres dispositions de la présente Convention ou la loi, les Porteurs de Reçus de souscription ont à une assemblée, sous réserve des dispositions du paragraphe 8.11, le pouvoir, qu'ils peuvent exercer à l'occasion par voie de Résolution extraordinaire :

- 8.10.1 de consentir à toute modification, abrogation, transformation, tout compromis ou arrangement visant les droits des Porteurs de Reçus de souscription ou de l'Agent des Reçus de souscription en sa qualité d'Agent des Reçus de souscription aux termes des présentes auquel la Société peut consentir (sous réserve du consentement préalable de l'Agent des Reçus de souscription) ou au nom des Porteurs de Reçus de souscription à l'encontre de la Société, que ces droits découlent de la présente Convention ou des Certificats de Reçus de souscription ou par ailleurs;
- 8.10.2 de modifier, de transformer ou d'abroger toute Résolution extraordinaire antérieurement adoptée ou ratifiée par les Porteurs de Reçus de souscription;

- 8.10.3 d'enjoindre à l'Agent des Reçus de souscription ou de lui donner l'autorisation, sous réserve du paragraphe 9.4.1 des présentes, de faire exécuter tout engagement de la part de la Société contenu dans la présente Convention ou les Certificats de Reçus de souscription ou de faire exercer tout droit des Porteurs de Reçus de souscription de la façon prévue dans cette Résolution extraordinaire ou de s'abstenir de faire exécuter un tel engagement ou de faire exercer un tel droit;
- 8.10.4 d'accorder une renonciation, et d'enjoindre à l'Agent des Reçus de souscription d'accorder une renonciation, à l'égard de tout défaut de la part de la Société de se conformer aux dispositions de la présente Convention ou des Certificats de Reçus de souscription soit inconditionnellement soit suivant des conditions précisées dans cette Résolution extraordinaire;
- 8.10.5 d'empêcher tout Porteur de Reçus de souscription d'intenter ou d'introduire quelque poursuite, action ou instance à l'encontre de la Société visant l'exécution de l'un ou l'autre des engagements de la part de la Société dans la présente Convention ou les Certificats de Reçus de souscription ou l'exercice des droits des Porteurs de Reçus de souscription;
- 8.10.6 d'enjoindre à tout Porteur de Reçus de souscription qui, en cette qualité, a introduit une poursuite, action ou instance de la suspendre ou de l'interrompre ou d'autrement la régler moyennant le paiement des coûts, frais et dépenses raisonnablement et dûment engagés par ce Porteur de Reçus de souscription à cet égard;
- 8.10.7 de consentir à tout changement ou toute omission dans les dispositions contenues dans les Certificats de Reçus de souscription et la présente Convention ou dans tout acte complémentaire ou accessoire auquel la Société peut consentir, et d'autoriser l'Agent des Reçus de souscription à approuver et à signer toute entente complémentaire ou accessoire intégrant le changement ou l'omission;
- 8.10.8 avec le consentement de la Société, lequel consentement ne saurait être indûment refusé, de révoquer l'Agent des Reçus de souscription ou son remplaçant en place et de nommer un ou plusieurs nouveaux agents des Reçus de souscription pour remplacer l'Agent des Reçus de souscription ainsi révoqué; et
- 8.10.9 de consentir à tout compromis ou arrangement avec un ou plusieurs créanciers ou une ou plusieurs catégories de créanciers, qu'ils soient garantis ou non, et avec les détenteurs d'Actions ou d'autres titres de la Société.

## **8.11 Signification de « Résolution extraordinaire »**

- 8.11.1 Pour les besoins de la présente Convention, l'expression « Résolution extraordinaire » s'entend, sauf disposition contraire prévue au présent paragraphe 8.11 et au paragraphe 8.14, d'une résolution proposée à une assemblée des Porteurs de Reçus de souscription dûment convoquée à cette fin et tenue conformément aux dispositions du présent article 8, à laquelle sont présents ou représentés par procuration les Porteurs de Reçus de souscription

(incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) ayant le droit de souscrire au moins 25% du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation, à condition qu'au moins 2 Personnes ayant le droit d'y voter soient présentes.

8.11.2 Si, à l'assemblée à laquelle une Résolution extraordinaire doit être examinée, les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) ayant le droit de souscrire au moins 25% du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation ne sont pas présents ni représentés par procuration et le quorum n'est pas atteint dans les 30 minutes suivant l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée doit alors, si elle a été convoquée par les Porteurs de Reçus de souscription ou suivant une Demande des Porteurs de Reçus de souscription, être dissoute; dans tous les autres cas, elle est ajournée à une date qui tombe pas moins de 15 ni plus de 60 jours plus tard, et à l'endroit et à l'heure que peut indiquer le président de l'assemblée. Un préavis d'au moins 10 jours doit être donné de l'heure et de l'endroit de cette reprise d'assemblée de la façon prévue au paragraphe 8.2. Cet avis doit indiquer qu'à la reprise d'assemblée, les Porteurs de Reçus de souscription présents ou représentés par procuration constituent le quorum, mais il n'est pas nécessaire de préciser les questions à l'ordre du jour de l'assemblée d'origine ni d'autres détails. À la reprise d'assemblée, les Porteurs de Reçus de souscription présents ou représentés par procuration constituent le quorum et peuvent débattre des questions à l'ordre du jour de l'assemblée d'origine et une résolution proposée à cette reprise d'assemblée et adoptée par le vote exigé comme il est prévu au paragraphe 8.11.1 constitue une Résolution extraordinaire au sens de la présente Convention, même si les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) ayant le droit de souscrire au moins 25% du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation ne sont pas présents ni représentés par procuration à cette reprise d'assemblée.

8.11.3 Les votes sur une Résolution extraordinaire sont toujours tenus par voie de scrutin et aucune demande de scrutin sur une Résolution extraordinaire n'est nécessaire. Toute Résolution extraordinaire doit être adoptée par le vote affirmatif des Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) ayant le droit d'acquérir au moins 75% du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation représentés à l'assemblée et à l'égard desquels des voix sont exprimées lors du scrutin visant cette résolution.

## **8.12 Pouvoirs cumulatifs**

Un ou plusieurs des pouvoirs ou une combinaison des pouvoirs prévus dans la présente Convention comme pouvant être exercés par les Porteurs de Reçus de souscription par voie de Résolution extraordinaire ou d'une autre façon peuvent être exercés de temps à autre et

l'exercice d'un ou de plusieurs de ces pouvoirs ou d'une combinaison de pouvoirs de temps à autre n'est pas réputé éteindre le droit des Porteurs de Reçus de souscription d'exercer ce ou ces pouvoirs ou cette combinaison de pouvoirs à ce moment ou de temps à autre par la suite.

### **8.13 Procès-verbaux**

Les procès-verbaux de toutes les résolutions et mesures de toutes les assemblées des Porteurs de Reçus de souscription sont tenus et dûment inscrits dans les registres devant être fournis de temps à autre à cette fin par l'Agent des Reçus de souscription aux frais de la Société, et les procès-verbaux susmentionnés, s'ils sont signés par le président ou le secrétaire de l'assemblée à laquelle ces résolutions ont été adoptées ou mesures prises, constituent la preuve *prima facie* des questions qui y sont énoncées et, jusqu'à preuve du contraire, chaque assemblée à l'égard des mesures dont des procès-verbaux ont été tenus est réputée avoir été dûment convoquée et tenue, et toutes les résolutions adoptées à ces assemblées ou mesures qui y ont été prises sont réputées avoir été dûment adoptées et prises.

### **8.14 Documents écrits**

Toutes les mesures qui peuvent être prises et tous les pouvoirs qui peuvent être exercés par les Porteurs de Reçus de souscription à une assemblée tenue comme il est prévu au présent article 8 peuvent également être prises et exercés par les Porteurs de Reçus de souscription (incluant obligatoirement la Caisse tant qu'elle détient des Reçus de souscription) ayant le droit de souscrire au moins 75% du nombre global d'Actions qui peuvent être acquises aux termes de tous les Reçus de souscription alors en circulation par un document écrit signé en un ou plusieurs exemplaires par ces Porteurs de Reçus de souscription en Personne ou par un fondé de pouvoir dûment nommé par écrit, et l'expression « Résolution extraordinaire » lorsqu'elle est utilisée dans la présente Convention comprend un document ainsi signé.

### **8.15 Effet obligatoire des résolutions**

Chaque résolution et chaque Résolution extraordinaire adoptées conformément aux dispositions du présent article 8 à une assemblée des Porteurs de Reçus de souscription lient tous les Porteurs de Reçus de souscription, qu'ils soient présents à l'assemblée ou qu'ils en soient absents, et chaque document écrit signé par les Porteurs de Reçus de souscription conformément au paragraphe 8.14 lie tous les Porteurs de Reçus de souscription, qu'ils en soient signataires ou non, et chacun des Porteurs de Reçus de souscription ainsi que l'Agent des Reçus de souscription (sous réserve des dispositions d'indemnisation contenues aux présentes) sont tenus d'y donner effet conformément à chacune de ces résolutions et chacun de ces documents écrits.

### **8.16 Avoirs de la Société non pris en compte**

Pour établir si les Porteurs de Reçus de souscription détenant des Certificats de Reçus de souscription attestant le droit d'acquérir le nombre requis d'Actions sont présents à une assemblée des Porteurs de Reçus de souscription pour savoir si le quorum est atteint ou s'ils ont donné leur accord à un consentement, une renonciation, une Résolution extraordinaire, une Demande des Porteurs de Reçus de souscription ou une autre mesure aux termes de la présente Convention, les Reçus de souscription dont la Société ou une filiale de la Société est propriétaire



légitime ou véritable ne sont pas pris en compte conformément aux dispositions du paragraphe 8.9.

#### **8.17 Engagement de la Caisse**

La Caisse s'engage par les présentes à ne prendre, en faveur de toute Personne autre que la Société, aucun engagement qui limiterait de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, sa discrétion à l'égard de l'exercice de ses droits aux termes de la présente Convention.

### **9. L'AGENT DES REÇUS DE SOUSCRIPTION**

#### **9.1 Nomination de l'Agent des Reçus de souscription**

La Société et les Porteurs de Reçus de souscription nomment par les présentes Société de fiducie Computershare du Canada Agent des Reçus de souscription et Société de fiducie Computershare du Canada accepte par les présentes cette nomination.

#### **9.2 Révocation de la nomination ou démission**

9.2.1 L'Agent des Reçus de souscription peut démissionner de ses fonctions de fiduciaire et être dégagé de toutes les autres obligations et responsabilités aux termes des présentes, sous réserve du présent paragraphe 9.2, moyennant la remise à la Société d'un préavis écrit d'au moins 90 jours ou d'un préavis plus court que la Société juge suffisant. Par voie d'une Résolution extraordinaire, les Porteurs de Reçus de souscription peuvent à tout moment destituer l'Agent des Reçus de souscription alors en fonction et nommer, sous réserve de l'approbation de la Société, un nouvel agent des Reçus de souscription, étant entendu que l'ancien Agent des Reçus de souscription doit avoir reçu le paiement intégral de la totalité des honoraires et frais qui lui sont dus. En cas de démission ou de destitution de l'Agent des Reçus de souscription de la manière susmentionnée, ou de dissolution, de faillite, de liquidation ou par ailleurs d'incapacité d'agir de l'Agent des Reçus de souscription, la Société nomme sans délai un nouvel agent des Reçus de souscription, sauf si un nouvel agent des Reçus de souscription a déjà été nommé par les Porteurs de Reçus de souscription; faute d'une telle nomination par la Société, l'Agent des Reçus de souscription démissionnaire ou révoqué, aux frais de la Société, ou un Porteur de Reçus de souscription peut demander à un juge de la Cour supérieure de la province de Québec, dans le délai que le juge peut fixer, de nommer un nouvel agent des Reçus de souscription; il est entendu, toutefois, que les Porteurs de Reçus de souscription peuvent destituer le nouvel agent des Reçus de souscription ainsi nommé par la Société ou par la Cour. Le nouvel agent des Reçus de souscription nommé aux termes des dispositions du présent paragraphe 9.2 doit être une société autorisée à exercer l'activité d'une société de fiducie dans chacune des provinces du Canada. À l'occasion d'une telle nomination, l'agent des Reçus de souscription est investi des mêmes pouvoirs, droits, obligations et responsabilités que s'il avait été initialement nommé par les présentes agent des Reçus de souscription aux termes des présentes.

- 9.2.2 Dès la nomination d'un agent des Reçus de souscription remplaçant, la Société en avise sans délai les Porteurs de Reçus de souscription de la manière prévue au paragraphe 10.1.
- 9.2.3 En cas de fusion ou de regroupement de l'Agent des Reçus de souscription avec une société, la société qui en est issue et qui prend en charge l'activité de société de fiducie de l'Agent des Reçus de souscription remplace l'Agent des Reçus de souscription aux termes des présentes sans autre formalité de sa part ou de quelque partie aux présentes, étant entendu que cette société doit être admissible à une nomination en tant qu'agent des Reçus de souscription remplaçant aux termes du paragraphe 9.2.1.
- 9.2.4 Les Certificats de Reçus de souscription attestés mais non livrés par un ancien Agent des Reçus de souscription peuvent être attestés par l'agent des Reçus de souscription remplaçant au nom de l'ancien Agent des Reçus de souscription ou de l'agent des Reçus de souscription remplaçant.

### **9.3 Rémunération de l'Agent des Reçus de souscription**

La Société s'engage à payer à l'Agent des Reçus de souscription une rémunération raisonnable pour ses services aux termes des présentes et à lui payer ou à lui rembourser sur demande l'ensemble des frais, débours et fonds que l'Agent des Reçus de souscription a raisonnablement engagés ou avancés dans le cadre de l'administration ou de l'exercice de ses fonctions aux termes des présentes tant avant qu'après un défaut aux termes des présentes jusqu'à ce que toutes les obligations de l'Agent des Reçus de souscription aux termes des présentes aient été définitivement et entièrement exécutées (y compris les honoraires et débours raisonnables des conseillers juridiques externes et des autres conseillers externes dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions et obligations), exception faite des frais, débours ou avances pouvant découler ou résulter de la grossière négligence, de la mauvaise foi ou de la faute intentionnelle de l'Agent des Reçus de souscription. Toute somme due en vertu de la présente Convention qui ne sera pas payée dans les trente (30) jours qui suivront une demande écrite de paiement portera intérêt à compter de l'expiration de ce délai de trente (30) jours à un taux annuel égal au taux courant alors exigé par l'Agent des Reçus de souscription et sera payable sur demande.

### **9.4 Fonctions de l'Agent des Reçus de souscription**

- 9.4.1 Dans l'exercice de ses droits et fonctions aux termes des présentes, l'Agent des Reçus de souscription fait preuve du même degré de prudence, de diligence et de compétence dont ferait preuve un agent des Reçus de souscription raisonnablement prudent dans des circonstances comparables. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait être interprétée de manière à libérer l'Agent des Reçus de souscription de quelque responsabilité résultant de sa grossière négligence, de son omission négligente d'agir ou de sa faute intentionnelle ou mauvaise foi. L'Agent des Reçus de souscription accepte et convient par les présentes d'exercer ses droits et fonctions aux termes des présentes aux conditions qui y sont énoncées et déclare et garantit qu'il est dûment autorisé et qualifié pour exercer l'activité d'une société de fiducie dans toutes les provinces du Canada.

- 9.4.2 L'Agent des Reçus de souscription se réserve le droit de s'abstenir de prendre quelque mesure et ne saurait engager quelque responsabilité pour avoir refusé de prendre quelque mesure si, par manque de renseignements ou pour quelque autre motif, l'Agent des Reçus de souscription, à sa seule appréciation, établit que, s'il prenait une telle mesure, il contreviendrait à quelque législation, réglementation ou ligne directrice applicable en matière de blanchiment d'argent ou de lutte contre le terrorisme. De plus, si l'Agent des Reçus de souscription, à sa seule appréciation, détermine à quelque moment qu'une mesure qu'il a prise aux termes de la présente Convention contrevient à quelque législation, réglementation ou ligne directrice applicable en matière de blanchiment d'argent ou de lutte contre le terrorisme, il a alors le droit de démissionner moyennant un préavis écrit de dix (10) jours ouvrables aux autres parties à la présente Convention, étant entendu i) que l'avis écrit de l'Agent des Reçus de souscription doit décrire les circonstances de la violation; et ii) que si ces circonstances sont corrigées d'une manière que l'Agent des Reçus de souscription juge acceptable dans ce délai de dix (10) jours ouvrables, la démission ne prend alors pas effet.
- 9.4.3 L'obligation de l'Agent des Reçus de souscription de commencer ou de poursuivre une mesure ou une procédure en vue d'exercer quelque droit de l'Agent des Reçus de souscription ou des Porteurs de Reçus de souscription aux termes des présentes est subordonnée à la condition que les Porteurs de Reçus de souscription fournissent, sur demande moyennant un avis de l'Agent des Reçus de souscription, les fonds suffisants pour commencer ou poursuivre cette mesure ou procédure et une indemnité que l'Agent des Reçus de souscription juge raisonnablement acceptable en vue de le protéger et de le tenir indemne des coûts, des frais et dépenses et des responsabilités qu'il peut alors engager et de quelque perte et dommage qu'il peut alors subir. Aucune disposition de la présente Convention n'oblige l'Agent des Reçus de souscription à avancer ou à risquer ses propres fonds ni par ailleurs à engager une responsabilité financière dans l'exercice de l'une de ses fonctions ou dans l'exercice de l'un de ses droits ou pouvoirs, à moins qu'il ne soit indemnisé de la manière susmentionnée.
- 9.4.4 L'Agent des Reçus de souscription peut, avant de commencer ou à quelque moment pendant une telle mesure ou procédure, demander aux Porteurs de Reçus de souscription pour le compte desquels il agit, de déposer auprès de l'Agent des Reçus de souscription les Reçus de souscription qu'ils détiennent et à l'égard desquels l'Agent des Reçus de souscription délivrera un récépissé.
- 9.4.5 Chaque disposition de la présente Convention qui, de par ses conditions, libère l'Agent des Reçus de souscription d'une responsabilité ou l'autorise à s'en remettre à une preuve qui lui est soumise est sous réserve des dispositions de la législation applicable, du présent paragraphe 9.4 et du paragraphe 9.6.

## **9.5 Indemnisation de l'Agent des Reçus de souscription et autres dispositions relatives à l'Agent des Reçus de souscription**

- 9.5.1 Par les présentes, la Société indemnise et convient de garder à couvert l'Agent des Reçus de souscription, ses mandataires, employés, administrateurs et

dirigeants de quelque responsabilité, perte, dommage, pénalité, réclamation, action, poursuite, coûts, dépenses et débours que l'Agent des Reçus de souscription peut de temps à autre se voir imposer ou opposer, ou qu'il peut de temps à autre engager dans l'exercice de ses fonctions aux termes des présentes, étant entendu que l'Agent des Reçus de souscription a respecté la norme de prudence, de diligence et de compétence prévue au paragraphe 9.4.1 et, étant en outre entendu que la Société n'est pas tenue d'indemniser l'Agent des Reçus de souscription en cas de grossière négligence, de faute intentionnelle ou de mauvaise foi, et la présente disposition survit à la démission ou à la destitution de l'Agent des Reçus de souscription ou à la résiliation de la présente Convention. Malgré ce qui précède ou toute autre disposition de la présente Convention, la responsabilité totale de l'Agent des Reçus de souscription pour les services rendus en vertu de la présente Convention ne peut en aucun cas excéder le montant des honoraires annuels que l'Agent des Reçus de souscription reçoit en vertu des présentes et un montant de deux mille dollars (2 000,00 \$), selon le plus élevé des deux montants, sauf en cas de faute lourde, de grossière négligence, de la mauvaise foi.

- 9.5.2 L'Agent des Reçus de souscription ne saurait être tenu responsable de quelque erreur de jugement ou de quelque mesure prise ou omise de bonne foi, ou de quelque erreur, en fait ou en droit, ou de quelque autre mesure qu'il peut prendre ou s'abstenir de prendre dans le cadre des présentes, sauf si elle est attribuable à sa propre grossière négligence, mauvaise foi ou faute intentionnelle.
- 9.5.3 L'Agent des Reçus de souscription est protégé lorsqu'il agit sur la foi d'un avis, d'une demande, d'une renonciation, d'un consentement, d'une attestation, d'un visa écrit, d'une déclaration prévue par la loi ou de quelque autre document qui lui est fourni, non seulement quant à son exécution en bonne et due forme et à la validité et à la prise d'effet de ses dispositions, mais aussi quant à la véracité et à l'acceptabilité des renseignements qui y figurent et qu'il estime de bonne foi authentique et conforme.
- 9.5.4 L'Agent des Reçus de souscription a le droit de s'abstenir d'agir et ne saurait engager quelque responsabilité pour avoir refusé d'agir, à moins qu'il ait reçu une documentation claire et raisonnable conforme aux conditions de la présente Convention. Cette documentation ne doit pas prescrire l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire ou jugement indépendant de la part de l'Agent des Reçus de souscription.
- 9.5.5 L'Agent des Reçus de souscription ne saurait être tenu responsable de quelque déclaration ou préambule dans la présente Convention ou dans les Certificats de Reçus de souscription ni en raison de ceux-ci (sauf les déclarations dans le paragraphe 9.9 ou la contresignature des Certificats de Reçus de souscription par l'Agent des Reçus de souscription) ou être tenu de vérifier quelque déclaration ou préambule, étant entendu que ces déclarations et préambules sont et sont réputés être formulés par la Société.

- 9.5.6 Aucune disposition des présentes n'impose quelque obligation à l'Agent des Reçus de souscription de présenter ou de demander une preuve d'inscription ou de dépôt (ou un renouvellement) de la présente Convention ou de quelque acte accessoire ou complémentaire à la présente Convention.
- 9.5.7 L'Agent des Reçus de souscription n'est pas tenu de donner avis à quiconque de la signature des présentes.
- 9.5.8 L'Agent des Reçus de souscription ne saurait être tenu responsable des conséquences de quelque manquement de la part de la Société à l'un de ses engagements aux présentes ou de quelque mesure prise par un Administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire de la Société.
- 9.5.9 L'Agent des Reçus de souscription ne sera pas responsable de toute erreur de jugement ou de tout acte ou toute démarche qu'il pourra faire, entreprendre ou encore omettre s'il agit de bonne foi, ni de toute erreur de fait ou de droit ou encore de quoi que ce soit qu'il pourra faire ou omettre de faire en rapport avec les présentes, sauf en cas de grossière négligence ou de mauvaise foi.
- 9.5.10 Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, et que les dommages subis soient prévisibles ou non, l'Agent des Reçus de souscription n'est en aucun cas responsable (i) de la violation par une partie de la législation sur les valeurs mobilières ou de toute autre règle d'un organisme de réglementation des valeurs mobilières, (ii) des pertes de profits ou (iii) des dommages indirects, accessoires, exemplaires ou punitifs.
- 9.5.11 En signant la présente Convention, l'Agent des Reçus de souscription n'assume aucune responsabilité ou engagement relatif à toute transaction ou entente intervenue entre les autres parties, sauf en ce qui a trait à l'exécution des obligations stipulées dans les présentes, nonobstant toute référence à de telles transactions ou ententes.

## **9.6 Preuve, experts et conseillers**

- 9.6.1 Outre les rapports, attestations, avis et autres preuves prescrites par la présente Convention, la Société fournit à l'Agent des Reçus de souscription les autres preuves de conformité à quelque disposition des présentes, en la forme que la législation applicable peut prescrire ou que l'Agent des Reçus de souscription peut raisonnablement exiger moyennant un avis écrit à la Société.
- 9.6.2 Dans l'exercice de ses droits et fonctions aux termes des présentes, l'Agent des Reçus de souscription peut, dans la mesure où il agit de bonne foi, se fier à la véracité des déclarations et à l'exactitude des avis exprimés dans les déclarations prévues par la loi, avis, rapports, demandes écrites, consentements ou ordres de la Société ou des Porteurs de Reçus de souscription, attestations de la Société ou des Porteurs de Reçus de souscription ou autres preuves fournies à l'Agent des Reçus de souscription conformément à une demande de l'Agent des Reçus de souscription, étant entendu que ces preuves doivent être conformes à la

législation applicable et que l'Agent des reçus de souscription doit respecter la législation applicable.

- 9.6.3 Chaque fois qu'il est prévu dans la présente Convention ou dans la législation applicable que la Société doit déposer auprès de l'Agent des Reçus de souscription des résolutions, attestations, rapports, avis, demandes, ordres ou d'autres documents, il est prévu que la certitude, l'exactitude et la bonne foi à la Date d'effet de ceux-ci et les faits et avis énoncés dans l'ensemble de ces documents ainsi déposés sont, dans chacun de ces cas, des conditions suspensives au droit de la Société et des Porteurs de Reçus de souscription d'enjoindre à l'Agent des Reçus de souscription de prendre la mesure qui doit se fonder sur ceux-ci.
- 9.6.4 La preuve de la signature d'un document écrit, y compris une Demande des Porteurs de Reçus de souscription, par un Porteur de Reçus de souscription peut être faite au moyen d'une attestation devant commissaire à l'assermentation ou une autre Personne investie des mêmes pouvoirs, selon laquelle la Personne qui signe ce document reconnaît l'avoir signé, ou au moyen d'une déclaration solennelle d'un témoin de cette signature ou de quelque autre manière que l'Agent des Reçus de souscription peut juger adéquate.
- 9.6.5 L'Agent des Reçus de souscription peut retenir les services des conseillers juridiques, comptables, évaluateurs ou autres spécialistes ou conseillers qu'il peut raisonnablement exiger aux fins d'établir ses fonctions aux termes des présentes et de s'en acquitter, et peut payer la rémunération raisonnable pour les services qui lui sont ainsi rendus, sans taxe ni dépens de quelque conseiller juridique, et ne saurait être tenu responsable de la faute ou de la négligence de l'un de ces spécialistes ou conseillers qu'il a nommés en faisant preuve de diligence raisonnable.

## **9.7 Protection des intérêts par l'Agent des Reçus de souscription**

L'Agent des Reçus de souscription est habilité à prendre et à poursuivre les recours et procédures qu'il peut considérer nécessaires ou opportuns pour préserver, protéger ou faire valoir ses intérêts et les intérêts des Porteurs de Reçus de souscription.

## **9.8 Aucune obligation de l'Agent des Reçus de souscription de fournir une garantie**

L'Agent des Reçus de souscription n'est pas tenu de donner quelque cautionnement ou garantie à l'égard de l'exécution de la présente Convention ni par ailleurs à l'égard des clauses liminaires.

## **9.9 Conflit d'intérêts**

- 9.9.1 L'Agent des Reçus de souscription déclare à la Société qu'au moment de la signature et de la livraison des présentes, il n'existe aucun conflit d'intérêts important entre son rôle en qualité d'agent de reçus de souscription aux termes des présentes et son rôle en quelque autre qualité, et convient que dans

l'éventualité d'un conflit d'intérêts important, il veillera, dans les 15 jours qui suivent la constatation d'un tel conflit d'intérêts important, soit à l'éliminer, soit à céder sa nomination aux termes des présentes à un mandataire remplaçant approuvé par la Société et répondant aux exigences prévues au paragraphe 9.2.1. Par dérogation aux dispositions qui précèdent du présent paragraphe 9.9.1, s'il existe actuellement ou éventuellement un conflit d'intérêts important, il ne saurait porter atteinte à la validité ni à l'opposabilité de la présente Convention et des Certificats de Reçus de souscription.

- 9.9.2 Sous réserve du paragraphe 9.9.1, l'Agent des Reçus de souscription, notamment en sa qualité personnelle, peut acheter des titres de la Société, effectuer des opérations sur ceux-ci et prêter des fonds garantis par ceux-ci, et peut en général conclure des contrats et participer à des opérations financières avec la Société ou l'une des filiales de la Société sans être tenu de rendre compte de quelque profit qu'il en tire.

#### **9.10 Administration du bien d'autrui**

Les parties conviennent que l'Agent des Reçus de souscription n'est pas un administrateur du bien d'autrui (au sens du *Code civil du Québec*) aux termes des présentes et que les dispositions du *Code civil du Québec* concernant l'administration du bien d'autrui ne s'appliquent pas à la présente Convention.

#### **9.11 Utilisation de comptes**

Chaque partie à la présente Convention (sauf l'Agent des Reçus de souscription) déclare par les présentes à l'Agent des Reçus de souscription que les comptes que l'Agent des Reçus de souscription doit ouvrir ou que les intérêts qu'il doit détenir dans le cadre de la présente Convention au nom ou au profit de cette partie, soit i) ne sont pas censés être utilisés par un tiers ou pour le compte d'un tiers; soit ii) sont censés être utilisés par un tiers ou pour le compte d'un tiers, auquel cas cette partie aux présentes convient de remplir et de signer sans délai une déclaration en la forme prescrite par l'Agent des Reçus de souscription quant aux détails concernant ce tiers.

#### **9.12 Renseignements personnels**

Les parties à la présente Convention reconnaissent que l'Agent des Reçus de souscription peut, dans le cadre de la prestation des services aux termes des présentes, recueillir ou recevoir des renseignements personnels, notamment financiers, sur ces parties et/ou leurs représentants, en tant que personnes physiques, ou sur d'autres personnes physiques relativement à l'objet des présentes, et utiliser ces renseignements aux fins suivantes :

- 9.12.1 fournir les services requis aux termes de la présente Convention et les autres services pouvant être demandés de temps à autre;
- 9.12.2 aider l'Agent des Reçus de souscription à gérer ses relations de service avec ces personnes physiques;

9.12.3 respecter les exigences légales et réglementaires de l'Agent des Reçus de souscription; et

9.12.4 si l'Agent des Reçus de souscription recueille des numéros d'assurance sociale, effectuer des déclarations fiscales et vérifier l'identité d'une personne physique à des fins de sécurité.

Chaque partie à la présente Convention reconnaît et convient que l'Agent des Reçus de souscription peut recevoir, recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels qui lui sont fournis ou qu'il acquiert dans le cadre de la présente Convention aux fins décrites ci-dessus et, en général, de la manière et aux conditions décrites dans son code en matière de protection des renseignements personnels, que l'Agent des Reçus de souscription doit rendre accessible sur son site Web ou sur demande, y compris ses révisions. De plus, chaque partie à la présente Convention convient qu'elle doit s'abstenir de fournir ou de demander que l'on fournisse à l'Agent des Reçus de souscription des renseignements personnels concernant une personne physique qui n'est pas une partie à la présente Convention, à moins que cette partie ne se soit assurée que cette personne physique comprend les utilisations et divulgations susmentionnées et y a consenti.

### **9.13 Force Majeure**

Aucune partie ne sera responsable envers l'autre ni ne sera réputée avoir commis un manquement à la présente Convention si elle est empêchée de se conformer à une disposition des présentes ou qu'elle est retardée à cet égard par un cas fortuit, une émeute, un acte de guerre, une épidémie, une action gouvernementale ou une ordonnance judiciaire, un tremblement de terre ou une autre cause similaire (y compris les défaillances ou interruptions mécaniques et électroniques et des problèmes de communication). Les délais d'exécution prévus à la présente Convention seront reportés pour une période correspondant au temps perdu par suite de tout retard excusable en vertu du présent article.

## **10. AVIS**

### **10.1 Avis**

S'il devient nécessaire ou utile de donner un avis en vertu des présentes, cet avis sera donné par écrit, par courrier recommandé ou certifié ou remis en main propre aux adresses mentionnées ci-après. Si l'avis est donné par courrier recommandé ou certifié, il sera présumé avoir été reçu trois (3) Jours ouvrables après la date de mise à la poste. Dans le cas de livraison ou de remise en main propre, cet avis sera présumé avoir été reçu le jour même.



#### 10.1.1 Quant à la Société

Groupe CGI Inc.  
1130, rue Sherbrooke Ouest  
7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H3A 2M8

À l'attention de : R. David Anderson, Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Avec copie à :

Fasken Martineau  
800, square Victoria  
Bureau 3700  
Montréal (Québec)  
H4Z 1E9

À l'attention de : Robert Paré et Michel Boislard

#### 10.1.2 Quant à la Caisse

Caisse de dépôt et placement du Québec  
Centre CDP Capital  
1000, place Jean-Paul Riopelle  
Montréal (Québec)  
H2Z 2B3

À l'attention de : Normand Provost, Premier Vice-Président, Placement Privé et Chef des opérations et Alain Tremblay, Directeur d'investissement, secteur manufacturier

Avec copie à :

Stikeman Elliott, S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
1155, boul. René-Lévesque Ouest  
40<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H3B 3V2

À l'attention de : Jean Marc Huot et Pierre-Yves Leduc

### 10.1.3 Quant à l'Agent des Reçus de souscription

Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, rue University, 7e étage  
Montréal (Québec)  
H3A 3S8

À l'attention de : Carole Bédard

## 10.2 Changement d'adresse et improbabilité de livraison

10.2.1 La Société ou l'Agent des Reçus de souscription, selon le cas, peut à l'occasion aviser l'autre partie de la façon prévue au paragraphe 10.1 d'un changement d'adresse qui, à partir de la Date d'effet de cet avis et jusqu'à changement par un avis semblable, constitue l'adresse de la Société ou de l'Agent des Reçus de souscription, selon le cas, pour tous les besoins de la présente Convention.

10.2.2 Si, en raison d'une grève, d'un lock-out ou d'un autre arrêt de travail, réel ou imminent, visant les employés de la poste, tout avis qui doit être donné à l'Agent des Reçus de souscription ou à la Société aux termes des présentes pouvait raisonnablement être considéré comme peu susceptible d'atteindre sa destination, cet avis n'est valide et ne prend effet que s'il est livré au dirigeant désigné de la partie à laquelle il est destiné ou s'il est livré à cette partie à l'adresse appropriée prévue au paragraphe 10.1, par tout moyen de communication prépayée, transmise et enregistrée.

## 10.3 Avis aux Porteurs de Reçus de souscription

10.3.1 Sauf disposition contraire des présentes, un avis destiné aux Porteurs de Reçus de souscription, autres que ceux mentionnés au paragraphe 10.1, aux termes des dispositions de la présente Convention est valide et prend effet s'il est livré ou envoyé par courrier ordinaire à l'adresse postale de ces Porteurs de Reçus de souscription figurant dans le registre mentionné plus haut et est réputé avoir été valablement donné à la date de sa livraison ou, s'il est envoyé par la poste, le cinquième Jour ouvrable suivant la date du cachet de la poste sur cet avis.

10.3.2 Si, en raison d'une grève, d'un lock-out ou d'un autre arrêt de travail, réel ou imminent, visant les employés de la poste, tout avis qui doit être donné aux Porteurs de Reçus de souscription, autres que ceux mentionnés au paragraphe 10.1, aux termes des présentes pourrait raisonnablement être considéré comme peu susceptible d'atteindre sa destination, cet avis n'est valide et ne prend effet que s'il est livré personnellement à ces Porteurs de Reçus de souscription ou s'il est livré à l'adresse de ces Porteurs de Reçus de souscription figurant dans le registre des Porteurs de Reçus de souscription tenus par l'Agent des Reçus de souscription, par tout moyen de communication prépayée, transmise et enregistrée.

## **11. RENONCIATION**

Chacune des parties aux présentes a le droit de renoncer à l'un ou l'autre de ses droits aux termes de la présente Convention, en totalité ou en partie, à son entière discrétion, le tout sans porter atteinte à ses autres droits aux termes de la présente Convention.

## **12. GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES**

Les parties aux présentes conviennent qu'à tout moment et de temps à autre, à la demande écrite et aux frais de la Société, elles doivent collectivement et individuellement sans tarder signer et remettre tous les autres actes et documents et prendre toutes les autres mesures qui peuvent être raisonnablement nécessaires ou souhaitables ou qu'une partie peut raisonnablement demander pour donner effet à l'objet et à l'intention de la présente Convention.

## **13. CESSION**

La présente Convention ne peut être transférée ni cédée par les parties aux présentes, sauf comme il est prévu à l'article 9 dans le cas de l'Agent des Reçus de souscription. Toutefois, les Porteurs de Reçus de souscription peuvent céder leurs droits et obligations aux termes de la présente Convention, sans le consentement préalable de la Société, à une Personne morale détenue en propriété exclusive par ces Porteurs de Reçus de souscription.

## **14. EXEMPLAIRES**

La présente Convention peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, chacun d'eux étant réputé un original et l'ensemble constituant un seul et même document.

## **15. DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ET DES REÇUS DE SOUSCRIPTION AU SEUL AVANTAGE DES PARTIES ET DES PORTEURS DE REÇUS DE SOUSCRIPTION**

Aucune disposition de la présente Convention ou des Certificats de Reçus de souscription, expresse ou tacite, ne confère ni ne doit être interprétée comme conférant à quelque autre Personne que les parties aux présentes et les Porteurs de Reçus de souscription, selon le cas, quelque droit, recours ou réclamation fondé en droit ou en équité aux termes de la présente Convention, ou aux termes de tout engagement ou disposition contenu dans la présente Convention ou dans les Certificats de Reçus de souscription, tous ces engagements et dispositions étant au seul avantage des parties aux présentes et des Porteurs de Reçus de souscription.

## **16. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE**

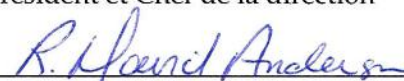
Une page de signature signée de la présente Convention remise par une partie par voie électronique aura le même effet qu'un exemplaire signé à la main de la présente Convention remis par cette partie.

**[Le reste de la page a été laissé intentionnellement en blanc.]**

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Convention à la date inscrite au début des présentes.

**GROUPE CGI INC.**

Par :   
Nom : Michael E. Roach  
Fonction : Président et Chef de la direction

Par :   
Nom : R. David Anderson  
Fonction : Vice-président exécutif et Chef de la direction financière

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

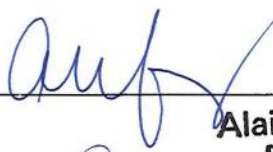
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Convention à la date inscrite au début des présentes.


**GROUPE CGI INC.**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : Michael E. Roach  
Fonction : Président et Chef de la direction

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : R. David Anderson  
Fonction : Vice-président exécutif et Chef de la direction financière

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

Par :   
Nom : **Alain Tremblay**  
Fonction : **Directeur**

Par :   
Nom : **Luc Houle**  
Fonction : **Vice-président principal**

**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente Convention à la date inscrite au début des présentes.

**GROUPE CGI INC.**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : Michael E. Roach  
Fonction : Président et Chef de la direction


Par : \_\_\_\_\_  
Nom : R. David Anderson  
Fonction : Vice-président exécutif et Chef de la direction financière

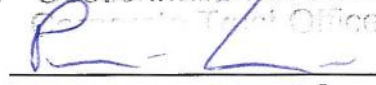
**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**

Par :   
Nom : Carole Bédard  
Fonction : Gestionnaire fiduciaire  
Trust Officer

Par :   
Nom : Pierre Lavoie  
Fonction : Gestionnaire fiduciaire adjoint  
Associate Trust Officer

## ANNEXE A - AVIS DE LIBÉRATION DE L'ENTIERCEMENT

Dest. : **Société de fiducie Computershare du Canada**  
**Caisse de dépôt et placement du Québec**

Objet : Convention de Reçus de souscription (la « **Convention** ») intervenue en date du 31 mai 2012 entre Groupe CGI Inc. (la « **Société** »), Caisse de dépôt et placement du Québec et Société de fiducie Computershare du Canada (l'« **Agent des Reçus de souscription** »)

---

La Société atteste par les présentes que les conditions de libération des Fonds de souscription entiercés prévues au paragraphe 4.2 de la Convention sont rencontrées suivant les modalités de la Convention.

La Société enjoint irrévocablement à l'Agent des Reçus de souscription, sans tarder dès réception du présent avis, de remettre les Fonds de souscription entiercés et l'Intérêt gagné selon les montants suivants aux comptes de virement bancaire suivants :

pour les Fonds de souscription entiercés :

quant à ● \$, à : ●

[Renseignements sur le compte de la Société]

Pour l'Intérêt gagné au montant de ● \$ :

à : Caisse de dépôt et placement du Québec

[Renseignements sur le compte de la Caisse]

et de ● \$

à : [Porteur de Reçus de souscription]

[Renseignements sur le compte du Porteur de Reçus de souscription]

Certains termes utilisés aux présentes s'entendent au sens qui leur est attribué dans la présente Convention.

FAIT le \_\_\_\_\_ 2012.

**GROUPE CGI INC.**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

## ANNEXE B - MODÈLE DU CERTIFICAT DE REÇUS DE SOUSCRIPTION

**SAUF DISPOSITION CONTRAIRE DE LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES, LE PORTEUR DES TITRES DOIT LES CONSERVER JUSQU'AU 2 OCTOBRE 2012.**

**LES PRÉSENTES ATTESTENT QUE** \_\_\_\_\_ est le porteur inscrit de \_\_\_\_\_ Reçus de souscription émis par Groupe CGI Inc. (la « **Société** »). Les Reçus de souscription sont émis aux termes et sous réserve des dispositions d'une Convention de Reçus de souscription (la « **Convention de Reçus de souscription** ») intervenue en date du 31 mai 2012 entre la Société, Caisse de dépôt et placement du Québec et Société de fiducie Computershare du Canada (l'« **Agent des Reçus de souscription** »). Certains termes utilisés aux présentes sans y être définis s'entendent au sens qui leur est respectivement attribué dans la Convention de Reçus de souscription.

Le présent certificat atteste les ententes que constituent les Reçus de souscription entre leur porteur et la Société selon lesquels la Société est tenue d'émettre et le porteur est tenu d'acquérir à l'Heure d'effet, une Action pour chaque Reçu de souscription, sans contrepartie supplémentaire, en fonction de ce qui est prévu dans la Convention de Reçus de souscription.

Le Porteur de Reçus de souscription représentés par les présentes devrait consulter la Convention de Reçus de souscription pour une description des conditions suivant lesquelles les Reçus de souscription sont émis et doivent être détenus. La Société fournira au porteur du présent certificat, sur demande, un exemplaire de la Convention de Reçus de souscription.

Les Reçus de souscription qu'atteste le présent Certificat de Reçus de souscription ne peuvent être transférés qu'en conformité avec la Législation en valeurs mobilières, les règles de la Bourse de Toronto, les règles de la Bourse de New York et, sous cette réserve, ne peuvent être transférés dans le registre tenu aux bureaux de l'Agent des Reçus de souscription par le porteur des présentes ou les représentants légaux du porteur ou son ou leurs fondés de pouvoir dûment nommés par un document écrit dont la forme et la signature satisfont l'Agent des Reçus de souscription qu'en conformité avec les conditions prévues dans la Convention de Reçus de souscription et qu'en conformité avec les autres exigences raisonnables que l'Agent des Reçus de souscription peut prescrire.

Il incombe au Porteur de Reçus de souscription ou à son cessionnaire de se conformer aux lois sur les valeurs mobilières de tout territoire.

La détention du présent certificat ne fait pas de son porteur un détenteur d'Actions ni ne lui donne quelque droit ou intérêt à leur égard, sauf disposition expresse des présentes et de la Convention de Reçus de souscription.

Le présent certificat n'est valide à aucune fin tant qu'il n'est pas contresigné par l'Agent des Reçus de souscription du moment aux termes de la Convention de Reçus de souscription.



Après la réalisation des ententes que constituent les Reçus de souscription, le présent certificat et tous les droits se rattachant aux Reçus de souscription et aux présentes sont nuls et sans effet ni valeur.

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur.

**EN FOI DE QUOI**, le présent certificat a été signé au nom de Groupe CGI Inc. en date du 31 mai 2012.

**GROUPE CGI INC.**

Par : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_

Contresigné par :

Certification :

**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE COMPUTERSHARE DU CANADA**

Par : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Fait le 31 mai 2012.

**(Verso)**

**VALEUR REÇUE**, le soussigné vend, cède et transfère par les présentes à

---

(Nom et adresse du cessionnaire)

---

\_\_\_\_\_ Reçus de souscription inscrits au nom du soussigné dans les registres de la Société nommée au recto du présent certificat et représentés par les présentes, et constitue et nomme irrévocablement

\_\_\_\_\_ le fondé de pouvoir du soussigné pour transférer ces titres dans le registre des transferts et les registres de la Société avec pleins pouvoirs de substitution aux termes des présentes.

**FAIT LE :**

---

(Signature du témoin)

---

(Signature du porteur de titres)

AVIS : La signature de la présente cession doit correspondre au nom inscrit au recto du certificat, en tous points, sans transformation ni ajout, ni quelque changement que ce soit, et doit être une signature avalisée par une banque à charte de l'annexe I, une grande société de fiducie canadienne ou un membre d'un programme de garantie *Medallion Guarantee Program* reconnu.

Signature avalisée par :

## ANNEXE C - FORMULAIRE DE DIRECTIVES

**DEST. :** Services aux investisseurs Computershare inc., en qualité d'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres (l'« agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres ») des Actions de la Société.

La présente directive irrévocable est remise aux termes d'une Convention de Reçus de souscription (la « **Convention de Reçus de souscription** ») intervenue en date du 31 mai 2012 entre la Société, Caisse de dépôt et placement du Québec et Société de fiducie Computershare du Canada (l'« **Agent des Reçus de souscription** »). Certains termes utilisés aux présentes sans y être définis s'entendent au sens qui leur est respectivement attribué dans la Convention de Reçus de souscription.

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres est par les présentes irrévocablement enjoint et investi du pouvoir d'émettre et de livrer au nom de la Société des certificats représentant ● Actions aux Personnes et conformément aux instructions indiquées à l'appendice I des présentes à qui ces Actions doivent être émis et livrés aux termes du Droit d'échange à la suite du respect de la Condition de libération de l'entiercement (qui est survenu le ● 2012), le tout comme il est prévu au paragraphe 4.3 de la Convention de Reçus de souscription. Nous confirmons par les présentes que l'émission de ces Actions a été dûment autorisée par toutes les mesures générales nécessaires et que ces Actions doivent être émises en tant qu'actions entièrement libérées et non susceptibles d'appel subséquent.

FAIT le \_\_\_\_\_ 2012.

**GROUPE CGI INC.**

Par : \_\_\_\_\_

Nom :

Fonction :

## Appendice I

### ACTIONS ÉMISES

Nom et adresse du souscripteur	Nombre d'Actions	Instructions d'immatriculation*

#### \*INSTRUCTIONS DE LIVRAISON ET MENTION :

Les certificats doivent être livrés directement à la Personne désignée et à l'adresse indiquée ci-dessous avant 8 h le ● 2012 à :

**[Note: Adresse à confirmer.]**

Les certificats doivent porter la mention suivante :

SAUF DISPOSITION CONTRAIRE DE LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES, LE PORTEUR DES TITRES DOIT LES CONSERVER JUSQU'AU 2 OCTOBRE 2012.

LES TITRES REPRÉSENTÉS PAR LE PRÉSENT CERTIFICAT SONT INSCRITS À LA BOURSE DE TORONTO (LA « **TSX** »). ILS NE PEUVENT TOUTEFOIS ÊTRE NÉGOCIÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA TSX ÉTANT DONNÉ QU'ILS NE SONT PAS LIBREMENT TRANSFÉRABLES. PAR CONSÉQUENT, TOUT CERTIFICAT REPRÉSENTANT CES TITRES N'EST PAS « DE BONNE LIVRAISON » AUX FINS DU RÈGLEMENT D'OPÉRATIONS À LA TSX.

## ANNEXE D - BANQUES APPROUVÉES

Banque	Cote de crédit de l'émetteur émise par S & P (en date du 28 mai 2012)
Banque de Montréal	A+
Banque Canadienne Impériale de Commerce	A+
Banque de Nouvelle-Écosse	AA-
Banque Royale du Canada	AA-
Banque Toronto-Dominion	AA-
Banque HSBC du Canada	AA-